

États financiers consolidés du

**GROUPE CGI INC.**

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

# Rapports de la direction et des auditeurs

## DÉCLARATION CONCERNANT LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE LA COMMUNICATION D'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction du Groupe CGI inc. (la « Société ») est responsable de la préparation des états financiers consolidés et du rapport de gestion ainsi que de leur intégrité. Les états financiers consolidés sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financière et comportent nécessairement des montants fondés sur les meilleures estimations et sur le jugement de la direction. L'information financière et opérationnelle présentée ailleurs dans le rapport de gestion est conforme aux états financiers consolidés connexes.

Afin de s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en matière de fiabilité de l'information financière et de protection des actifs de la Société, la direction s'est dotée de systèmes de contrôle interne soutenus par des règles écrites d'éthique et de conduite professionnelle. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière et les états financiers consolidés de la Société sont soumis à un audit par les auditeurs indépendants, Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L., dont le rapport est présenté ci-après. Les auditeurs indépendants ont été nommés par les actionnaires de la Société afin de réaliser un audit intégré des états financiers consolidés de la Société et du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société. De plus, le Comité de direction de la Société passe en revue les obligations d'information et supervise le fonctionnement des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société.

Les membres du Comité d'audit et de gestion des risques du conseil d'administration, qui siègent tous à titre d'administrateurs indépendants de la Société, rencontrent périodiquement les auditeurs indépendants ainsi que la direction pour discuter des contrôles internes dans le processus d'information financière et des questions relatives à l'audit et à l'information financière, et soumettent des recommandations appropriées au conseil d'administration. Les auditeurs indépendants peuvent communiquer librement et en tout temps avec le Comité d'audit et de gestion des risques. Le conseil d'administration a examiné les états financiers consolidés ainsi que le rapport de gestion et les a approuvés.

Le président et chef de la direction,

Le vice-président exécutif et chef de la direction financière,



Michael E. Roach



R. David Anderson

Le 13 novembre 2013

## RAPPORT DE LA DIRECTION SUR LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Il incombe à la direction de la Société d'établir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière et d'en maintenir l'efficacité. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société consiste en un processus conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers consolidés de la Société aux fins de publication, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société comprend des politiques et des procédures qui :

- ont trait à la tenue de dossiers décrivant avec exactitude et fidélité, et de manière raisonnablement détaillée, les opérations et les cessions d'actifs de la Société;
- fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées de manière appropriée pour permettre l'établissement des états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, et que les encaissements et les décaissements de la Société sont effectués selon les autorisations de la direction et des administrateurs de la Société;
- fournissent l'assurance raisonnable que des mesures sont prises pour prévenir et déceler en temps opportun l'acquisition, l'utilisation ou la cession non autorisée d'actifs de la Société qui pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Tous les contrôles internes comportent des limites intrinsèques. Par conséquent, même si le contrôle interne à l'égard de l'information financière a été jugé efficace, il ne peut fournir qu'une assurance raisonnable. Les projections de toute évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière pour des périodes ultérieures sont assujetties au risque que les contrôles internes deviennent inadéquats en raison de l'évolution des conditions, ou que le niveau de conformité aux politiques ou aux procédures diminue.

À la fin de l'exercice 2013 de la Société, la direction a évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société en fonction du cadre établi dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (version de 1992). Sur la base de cette évaluation, la direction a déterminé qu'au 30 septembre 2013, le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société était efficace.

L'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au 30 septembre 2013 a été auditée par les auditeurs indépendants de la Société, comme il est énoncé dans leur rapport figurant à la page 3.

Le président et chef de la direction,

Le vice-président exécutif et chef de la direction financière,



Michael E. Roach



R. David Anderson

Le 13 novembre 2013

# RAPPORT DU CABINET D'EXPERTS-COMPTABLES INSCRIT INDÉPENDANT SUR LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Au conseil d'administration et aux actionnaires du Groupe CGI inc.

Nous avons effectué l'audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière du Groupe CGI inc. (la « Société ») en date du 30 septembre 2013, en fonction des critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (version de 1992) (les « critères du COSO »). Il incombe à la direction de la Société de maintenir l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière et de procéder à l'évaluation de l'efficacité de celui-ci, tel qu'il est inclus dans le rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société en nous fondant sur notre audit.

Nous avons effectué notre audit selon les normes du Public Company Accounting Oversight Board des États-Unis. Ces normes exigent que l'audit soit planifié et exécuté de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière a été maintenue à tous les égards importants. Notre audit a consisté à acquérir une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, à évaluer le risque qu'une faiblesse importante existe, à tester et à évaluer l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne basé sur l'évaluation du risque, et à mettre en œuvre d'autres procédures que nous avons jugées nécessaires selon les circonstances. Nous estimons que notre audit constitue un fondement raisonnable à l'expression de notre opinion.

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société consiste en un processus conçu de manière à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers aux fins de publication, conformément aux principes comptables généralement reconnus. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société comprend les conventions et les procédures qui : 1) ont trait à la tenue de dossiers décrivant avec exactitude et fidélité, et de manière raisonnablement détaillée, les opérations et les cessions d'actifs de la Société; 2) fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont comptabilisées de manière appropriée pour permettre l'établissement des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et que les encaissements et les décaissements de la Société sont effectués selon les autorisations de la direction et des administrateurs de la Société; 3) fournissent l'assurance raisonnable que des mesures sont prises pour prévenir et déceler en temps opportun l'acquisition, l'utilisation ou la cession non autorisée d'actifs de la Société qui pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers.

En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter certaines inexactitudes. Les projections de toute évaluation de l'efficacité pour des périodes ultérieures sont également assujetties au risque que les contrôles internes deviennent inadéquats en raison de l'évolution des conditions, ou que le niveau de conformité aux conventions ou aux procédures diminue.

À notre avis, la Société maintenait, à tous les égards importants, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière en date du 30 septembre 2013, selon les critères du COSO.

Nous avons également effectué l'audit, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada et aux normes du Public Company Accounting Oversight Board des États-Unis, des états financiers consolidés de la Société au 30 septembre 2013 et pour l'exercice clos à cette date. Notre rapport, daté du 13 novembre 2013, exprime une opinion sans réserve sur ces états financiers.



Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Montréal, Canada  
Le 13 novembre 2013

1. CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° 112431

# **RAPPORT DU CABINET D'EXPERTS-COMPTABLES INSCRIT INDÉPENDANT SUR LES ÉTATS FINANCIERS**

Au conseil d'administration et aux actionnaires du Groupe CGI inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints du Groupe CGI inc. (la « Société »), qui comprennent les bilans consolidés aux 30 septembre 2013 et 2012, et les états consolidés du résultat, du résultat global, des variations des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

## **Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

## **Responsabilité des auditeurs**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada et les normes du Public Company Accounting Oversight Board des États-Unis. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances. Un audit comprend également des tests des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers consolidés et l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

## **Opinion**

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 30 septembre 2013 et 2012, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012 conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board.

## Autres points

Nous avons également effectué l'audit, conformément aux normes du Public Company Accounting Oversight Board des États-Unis, du contrôle interne à l'égard de l'information financière du Groupe CGI inc. en date du 30 septembre 2013, fondé sur les critères établis dans le document intitulé *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission (version de 1992), et notre rapport daté du 13 novembre 2013 exprime une opinion sans réserve sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

*Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.*<sup>1</sup>

Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Montréal, Canada  
Le 13 novembre 2013

---

1. CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° 112431

# États consolidés du résultat

Pour les exercices clos les 30 septembre

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

	2013	2012
	\$	\$
<b>Revenus</b>	<b>10 084 624</b>	<b>4 772 454</b>
Charges opérationnelles		
Coûts des services et frais de vente et d'administration (note 22)	<b>9 012 310</b>	4 226 859
Frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration (note 25b)	<b>338 439</b>	254 973
Charges financières (note 24)	<b>113 931</b>	42 099
Revenus financiers	<b>(4 362)</b>	(5 318)
Autres revenus	-	(3 955)
Gain de change	<b>(3 316)</b>	(1 134)
Quote-part du bénéfice net de la coentreprise	-	(3 996)
	<b>9 457 002</b>	4 509 528
Bénéfice avant impôt sur les bénéfices	<b>627 622</b>	262 926
Charge d'impôt sur les bénéfices (note 15)	<b>171 802</b>	131 397
<b>Bénéfice net</b>	<b>455 820</b>	131 529
<b>Bénéfice par action (note 20)</b>		
Bénéfice de base par action	<b>1,48</b>	0,50
Bénéfice dilué par action	<b>1,44</b>	0,48

Se reporter aux notes des états financiers consolidés.

# États consolidés du résultat global

Pour les exercices clos les 30 septembre  
(en milliers de dollars canadiens)

	2013	2012 (révisé – note 25)
	\$	\$
<b>Bénéfice net</b>	<b>455 820</b>	<b>131 529</b>
Gains nets (pertes nettes) non réalisés découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger (déduction faite de l'impôt sur les bénéfices) (note 25a)	<b>297 761</b>	(19 626)
(Pertes nettes) gains nets non réalisés sur les instruments financiers dérivés ainsi que découlant de la conversion de la dette à long terme désignés comme couvertures des investissements nets dans des établissements à l'étranger (déduction faite de l'impôt sur les bénéfices)	<b>(143 785)</b>	10 766
Gains nets (pertes nettes) non réalisés sur les couvertures de flux de trésorerie (déduction faite de l'impôt sur les bénéfices)	<b>134</b>	(11 615)
(Pertes actuarielles nettes) gains actuariels nets non réalisés (déduction faite de l'impôt sur les bénéfices)	<b>(30 845)</b>	5 210
(Pertes nettes) gains nets non réalisés sur les placements disponibles à la vente (déduction faite de l'impôt sur les bénéfices)	<b>(1 704)</b>	987
<b>Autres éléments du résultat global</b>	<b>121 561</b>	(14 278)
<b>Résultat global</b>	<b>577 381</b>	<b>117 251</b>

Se reporter aux notes des états financiers consolidés.



# Bilans consolidés

Aux 30 septembre

(en milliers de dollars canadiens)

	2013	2012 (révisé – note 25)
	\$	\$
<b>Actif</b>		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	106 199	113 103
Placements courants	69	14 459
Créances clients (note 5)	1 205 625	1 412 935
Travaux en cours	911 848	697 132
Charges payées d'avance et autres actifs courants	219 721	235 962
Impôt sur les bénéfices	17 233	39 877
Total des actifs courants avant les fonds détenus pour des clients	2 460 695	2 513 468
Fonds détenus pour des clients (note 6)	222 469	202 407
Total des actifs courants	2 683 164	2 715 875
Immobilisations corporelles (note 7)	475 143	481 480
Coûts liés à des contrats (note 8)	140 472	168 650
Immobilisations incorporelles (note 9)	708 165	787 779
Autres actifs non courants (note 10)	110 321	94 625
Actifs d'impôt différé (note 15)	368 217	348 689
Goodwill (note 11)	6 393 790	6 093 134
	10 879 272	10 690 232
<b>Passif</b>		
Passifs courants		
Fournisseurs et autres créditeurs	1 125 916	1 286 031
Rémunération à payer	713 933	522 564
Revenus différés	508 267	535 902
Impôt sur les bénéfices	156 358	176 962
Provisions (note 12)	223 074	250 687
Tranche courante de la dette à long terme (note 13)	534 173	52 347
Total des passifs courants avant les obligations liées aux fonds des clients	3 261 721	2 824 493
Obligations liées aux fonds des clients	220 279	197 986
Total des passifs courants	3 482 000	3 022 479
Provisions non courantes (note 12)	109 011	126 138
Tranche non courante de la dette à long terme (note 13)	2 332 377	3 196 061
Autres passifs non courants (note 14)	591 763	657 121
Passifs d'impôt différé (note 15)	155 329	147 452
Obligations au titre des prestations de retraite (note 16)	153 095	118 078
	6 823 575	7 267 329
<b>Capitaux propres</b>		
Bénéfices non distribués	1 551 956	1 113 225
Cumul des autres éléments du résultat global (note 17)	121 855	294
Capital-actions (note 18)	2 240 494	2 201 694
Surplus d'apport	141 392	107 690
	4 055 697	3 422 903
	10 879 272	10 690 232

Se reporter aux notes des états financiers consolidés.

Approuvé par le conseil



Michael E. Roach  
Administrateur



Serge Godin  
Administrateur

# États consolidés des variations des capitaux propres

Pour les exercices clos les 30 septembre  
(en milliers de dollars canadiens)

	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Capital- actions	Surplus d'apport	Total des capitaux propres
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 30 septembre 2012, révisé de manière rétrospective	1 113 225	294	2 201 694	107 690	3 422 903
Bénéfice net pour l'exercice	455 820	-	-	-	455 820
Autres éléments du résultat global pour l'exercice	-	121 561	-	-	121 561
	1 569 045	121 855	2 201 694	107 690	4 000 284
Charges au titre des paiements fondés sur des actions (note 19c)	-	-	-	31 273	31 273
Incidence de l'impôt liée aux options sur actions	-	-	-	15 232	15 232
Exercice d'options sur actions (note 18)	-	-	51 971	(12 531)	39 440
Exercice des unités d'actions liées au rendement (« UAR ») (note 18)	-	-	272	(272)	-
Rachat d'actions subalternes classe A (note 18)	(17 089)	-	(5 780)	-	(22 869)
Achat d'actions subalternes classe A détenues en fiducie (note 18)	-	-	(7 663)	-	(7 663)
<b>Solde au 30 septembre 2013</b>	<b>1 551 956</b>	<b>121 855</b>	<b>2 240 494</b>	<b>141 392</b>	<b>4 055 697</b>

  

	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Capital- actions	Surplus d'apport	Total des capitaux propres (révisé – note 25)
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 30 septembre 2011	1 057 599	14 572	1 178 559	98 501	2 349 231
Bénéfice net pour l'exercice	131 529	-	-	-	131 529
Autres éléments du résultat global pour l'exercice (note 25a)	-	(14 278)	-	-	(14 278)
	1 189 128	294	1 178 559	98 501	2 466 482
Charges au titre des paiements fondés sur des actions (note 19c)	-	-	-	12 520	12 520
Incidence de l'impôt liée aux options sur actions	-	-	-	12 626	12 626
Émission d'actions subalternes classe A, déduction faite des coûts de transaction (note 18)	-	-	999 178	-	999 178
Exercice d'options sur actions (note 18)	-	-	64 033	(16 010)	48 023
Rachat d'actions subalternes classe A (note 18)	(75 903)	-	(26 942)	-	(102 845)
Achat d'actions subalternes classe A détenues en fiducie (note 18)	-	-	(14 252)	-	(14 252)
Vente d'actions subalternes classe A détenues en fiducie (note 18)	-	-	1 118	53	1 171
Solde au 30 septembre 2012, révisé de manière rétrospective	1 113 225	294	2 201 694	107 690	3 422 903

Se reporter aux notes des états financiers consolidés.

# États consolidés des flux de trésorerie

Pour les exercices clos les 30 septembre

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens)

	2013	2012
	\$	\$
<b>Activités opérationnelles</b>		
Bénéfice net	455 820	131 529
Ajustements pour :		
Amortissement (note 23)	435 944	231 398
Charge d'impôt différé (note 15)	34 714	(22 306)
(Gain) perte de change	(4 938)	158
Charges au titre des paiements fondés sur des actions (note 19c)	31 273	12 520
Gain découlant de la cession de la participation dans une coentreprise	-	(2 981)
Quote-part du bénéfice net de la coentreprise	-	(3 996)
Perte découlant du remboursement de la dette prise en charge dans le cadre de l'acquisition d'entreprise (note 25a)	-	83 632
Dividende reçu de la coentreprise	-	7 350
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 26)	(281 556)	175 958
<b>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>	<b>671 257</b>	<b>613 262</b>
<b>Activités d'investissement</b>		
Variation nette des placements courants	11 843	(5 203)
Acquisition d'entreprise (compte tenu du découvert bancaire pris en charge) (note 25a)	(5 140)	(2 734 795)
Achat d'options d'achat liées à l'acquisition d'entreprise (note 25b)	-	(7 146)
Produit tiré de la cession de la participation dans une coentreprise	-	26 000
Produit tiré de la vente d'une entreprise	-	4 583
Acquisition d'immobilisations corporelles	(141 965)	(64 555)
Ajouts de coûts liés à des contrats	(31 207)	(25 325)
Ajouts d'immobilisations incorporelles	(71 447)	(43 658)
Ajouts d'autres actifs non courants	-	(2 208)
Acquisition de placements non courants	(10 518)	(976)
Produit tiré de la vente de placements non courants	6 402	-
Paiement provenant des montants à recevoir à long terme	8 177	4 249
<b>Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement</b>	<b>(233 855)</b>	<b>(2 849 034)</b>
<b>Activités de financement</b>		
Variation nette de la facilité de crédit	(467 027)	(158 618)
Augmentation de la dette à long terme	80 333	2 416 781
Remboursement de la dette à long terme	(68 057)	(62 817)
Remboursement de la dette prise en charge dans le cadre de l'acquisition d'entreprise (note 25a)	-	(841 183)
Achat d'actions subalternes classe A détenues en fiducie (note 18)	(7 663)	(14 252)
Vente d'actions subalternes classe A détenues en fiducie	-	1 171
Rachat d'actions subalternes classe A (note 18)	(22 869)	(102 845)
Émission d'actions subalternes classe A, déduction faite des coûts de transaction	39 312	1 047 243
<b>Flux de trésorerie (affectés aux) provenant des activités de financement</b>	<b>(445 971)</b>	<b>2 285 480</b>
<b>Incidence de la variation des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie</b>	<b>1 665</b>	<b>2 722</b>
<b>(Diminution) augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(6 904)</b>	<b>52 430</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période</b>	<b>113 103</b>	<b>60 673</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période (note 4)</b>	<b>106 199</b>	<b>113 103</b>

Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 26).

Se reporter aux notes des états financiers consolidés.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 1. Description des activités

Le Groupe CGI inc. (la « Société »), directement ou par l'intermédiaire de ses filiales, gère des services en technologies de l'information (« services en TI »), ainsi que des services en gestion des processus d'affaires, afin d'aider ses clients à réaliser leurs stratégies de façon efficace tout en créant de la valeur ajoutée. Les services de la Société comprennent la gestion des TI et des processus d'affaires (« impartition »), l'intégration de systèmes, des services-conseils, ainsi que la vente de solutions d'affaires. La Société a été constituée en vertu de la partie IA de la *Loi sur les compagnies* (Québec), qui a été remplacée par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec), sanctionnée le 14 février 2011, et ses actions sont négociées sur le marché. Le siège social et les bureaux de la direction de la Société sont situés au 1350, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal (Québec) H3G 1T4, Canada.

## 2. Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). De plus, les états financiers consolidés ont été préparés selon les méthodes comptables décrites à la note 3, « Sommaire des principales méthodes comptables », qui sont fondées sur les IFRS et sur les interprétations de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC »). Les méthodes comptables ont été appliquées de manière uniforme pour toutes les périodes présentées.

Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012 ont été autorisés pour publication par le conseil d'administration le 13 novembre 2013.

## 3. Sommaire des principales méthodes comptables

### PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et de ses filiales. Tous les soldes et toutes les opérations intersociétés ont été éliminés.

### BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les états financiers consolidés ont été préparés sur la base du coût historique, sauf en ce qui a trait à certains actifs et passifs financiers, qui ont été évalués à la juste valeur comme il est décrit ci-après.

### UTILISATION D'ESTIMATIONS ET DE JUGEMENTS

La préparation des états financiers consolidés exige que la direction fasse des estimations et pose des jugements qui ont une incidence sur le montant des actifs, des passifs et des capitaux propres et sur les renseignements fournis quant aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que sur les montants des revenus et des charges comptabilisés au cours de la période de présentation de l'information financière. Étant donné que la présentation de l'information financière suppose l'utilisation d'estimations et de jugements, les résultats réels pourraient différer de ces estimations et de ces jugements.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

### UTILISATION D'ESTIMATIONS ET DE JUGEMENTS (SUITE)

Les estimations et jugements importants concernant l'avenir et les autres sources majeures d'incertitude relative aux estimations à la fin de la période de présentation de l'information financière pourraient présenter un risque important d'ajustement significatif de la valeur comptable des éléments suivants : les regroupements d'entreprises, l'impôt sur les bénéfices, les éventualités et les provisions, la comptabilisation des revenus (y compris les provisions pour pertes estimatives relatives à un contrat), les paiements fondés sur des actions, les crédits d'impôt à l'investissement et autres programmes gouvernementaux, les obligations au titre des prestations définies et les actifs au titre des prestations de retraite, ainsi que la dépréciation des immobilisations corporelles, des immobilisations incorporelles et du goodwill.

Une description des estimations et jugements importants figure dans les rubriques respectives des notes des états financiers consolidés.

### COMPTABILISATION DES REVENUS, TRAVAUX EN COURS ET REVENUS DIFFÉRÉS

La Société génère des revenus essentiellement au moyen de la prestation de services en TI et en gestion des processus d'affaires, tel qu'il est indiqué à la note 1.

La Société fournit des services et des biens dans le cadre d'accords comportant divers mécanismes d'établissement des prix. La Société comptabilise les revenus lorsque les conditions suivantes sont satisfaites : il y a des preuves claires de l'existence d'un accord; il est possible d'évaluer de façon fiable le montant des revenus et des charges connexes; il est probable que des avantages économiques futurs iront à la Société; le degré d'avancement des travaux peut être mesuré de façon fiable lorsque des services sont fournis et les risques et avantages importants inhérents à la propriété, dont notamment le contrôle effectif, ont été transférés aux clients lorsque des biens sont vendus. Les revenus sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, déduction faite des remises, rabais pour quantités et taxes de vente connexes.

Certains accords de la Société peuvent comprendre des clauses d'acceptation par le client. Chaque clause est étudiée pour déterminer si le processus de génération des bénéfices est terminé lorsque le service est rendu. Il n'est pas toujours nécessaire d'obtenir une acceptation formelle du client pour comptabiliser les revenus à condition que la Société fasse la démonstration objective que les critères stipulés dans les clauses d'acceptation sont remplis. Parmi les critères revus, notons les accords semblables signés par le passé, si ces clauses sont uniques au client ou si elles s'appliquent à tous les accords, la durée des modalités d'acceptation et les antécédents spécifiques au client.

Les revenus tirés d'accords liant la rémunération aux gains réalisés par le client sont comptabilisés uniquement dans la mesure où il est probable que les bénéfices résultant de ces accords généreront la valeur sur laquelle la comptabilisation des revenus repose.

Les revenus tirés de la vente de biens de tiers fournisseurs, comme les licences d'utilisation de logiciels et de matériel informatique ou les services, sont comptabilisés sur la base du montant brut si la Société agit pour son propre compte dans le cadre de la transaction et sont comptabilisés sur la base du montant net si la Société agit à titre d'agent entre le client et le tiers fournisseur. Les facteurs généralement considérés pour déterminer si la Société agit pour son propre compte ou à titre d'agent sont si la Société est le principal obligé du client, si elle ajoute une valeur significative au bien ou au service du fournisseur ou si elle assume des risques de livraison et de crédit.

Des pertes estimatives sur des contrats générateurs de revenus peuvent être établies en raison de coûts additionnels liés à des contrats qui n'avaient pas été prévus au moment de la conclusion du contrat. Les pertes relatives à un contrat correspondent à l'excédent des coûts estimatifs sur le total des revenus estimatifs du contrat. Les pertes estimatives sur des contrats générateurs de revenus sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle il est établi qu'une perte est probable. Elles sont présentées dans les fournisseurs et autres créditeurs et dans les autres passifs non courants. La direction passe régulièrement en revue la rentabilité des accords et les estimations sous-jacentes.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

### COMPTABILISATION DES REVENUS, TRAVAUX EN COURS ET REVENUS DIFFÉRÉS (SUITE)

#### Accords comprenant des éléments multiples

Les accords de la Société comprennent souvent la prestation de plusieurs services et biens, qui sont décrits ci-dessous. Lorsqu'un accord vise la prestation d'éléments multiples, la valeur totale de l'accord est répartie entre chaque élément identifiable séparément en fonction de son prix de vente relatif. Un élément est considéré comme étant identifiable séparément s'il a une valeur en soi pour le client. Afin d'évaluer si un accord visant la prestation d'éléments multiples contient des éléments identifiables séparément, la direction doit exercer son jugement. Lorsqu'elle fait l'estimation du prix de vente de chaque élément, la Société privilégie l'utilisation de prix observables qui sont établis au moyen des prix obtenus par la Société pour les mêmes éléments ou pour des éléments semblables. Si les prix observables ne peuvent être obtenus, le prix de vente correspond à la meilleure estimation de ce prix par la Société. La meilleure estimation du prix de vente est le prix auquel la Société s'attend normalement à fournir des services ou des biens et tient compte d'un certain nombre de facteurs internes et externes y compris, sans s'y limiter, les régions géographiques, les politiques de prix de la Société, les coûts internes et les marges. La méthode de comptabilisation des revenus appropriée est appliquée à chaque élément identifiable séparément, comme il est mentionné ci-après.

#### Impartition

Les revenus tirés des accords d'impartition et de gestion des processus d'affaires sont en général comptabilisés au prix contractuel à mesure que les services sont fournis, sauf s'il existe une meilleure façon de mesurer la performance ou la prestation de services.

#### Intégration de systèmes et services-conseils

Les revenus tirés des accords d'intégration de systèmes et de services-conseils fondés sur le temps et les ressources sont comptabilisés à mesure que les services sont fournis, tandis que les revenus tirés des accords d'intégration de systèmes et de services-conseils fondés sur les coûts sont comptabilisés à mesure que les coûts remboursables sont engagés.

Les revenus tirés des accords d'intégration de systèmes et de services-conseils dans le cadre d'accords à prix fixe dont le résultat peut être estimé de façon fiable sont comptabilisés selon la méthode du pourcentage d'avancement au cours des périodes où les services sont fournis. La Société utilise les coûts de la main-d'œuvre ou le nombre d'heures de travail pour mesurer le pourcentage d'avancement des travaux. Cette méthode se fonde sur des estimations du total des coûts de main-d'œuvre ou du nombre total d'heures de travail prévu pour fournir le service, qui sont comparées aux coûts de la main-d'œuvre ou aux heures déjà engagées pour évaluer le pourcentage des revenus gagnés. La direction révisé régulièrement les estimations sous-jacentes au total des coûts de main-d'œuvre ou au nombre total d'heures de travail prévus. Lorsque le résultat d'un accord ne peut être estimé de façon fiable, les revenus ne doivent être comptabilisés qu'à hauteur des coûts engagés qui sont susceptibles d'être recouvrables.

#### Licences d'utilisation de logiciels

La plupart des accords visant la vente de licences d'utilisation de logiciels comprennent d'autres services, comme l'implantation, la personnalisation et l'entretien. Dans le cas de ces accords, les revenus tirés de licences d'utilisation de logiciels sont comptabilisés à la livraison s'il a été déterminé que le logiciel est un élément identifiable séparément. Dans le cas contraire, il est combiné aux services d'implantation et de personnalisation et est comptabilisé comme il est indiqué au paragraphe « Intégration de systèmes et de services-conseils » ci-dessus. Les revenus tirés des services d'entretien des licences vendues et implantées sont comptabilisés de façon proportionnelle sur la durée de la période d'entretien.

#### Travaux en cours et revenus différés

L'excédent des montants comptabilisés à titre de revenus sur les montants facturés est classé dans les travaux en cours. Les montants perçus avant la livraison des biens ou la prestation des services sont classés dans les revenus différés.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

### TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent principalement l'encaisse non affectée et les placements courants dont l'échéance initiale est d'au plus trois mois.

### PLACEMENTS COURANTS

Les échéances résiduelles des placements courants, lesquels sont composés principalement de dépôts à terme, sont de plus de trois mois, mais d'au plus un an, à la date de leur acquisition.

### FONDS DÉTENUS POUR DES CLIENTS ET OBLIGATIONS LIÉES AUX FONDS DES CLIENTS

Dans le cadre des services de paie, de production de déclarations fiscales et de services de règlement, la Société recueille les fonds aux fins du versement des salaires, des impôts et des règlements; conserve temporairement ces fonds jusqu'au moment du paiement; verse les fonds aux employés des clients, aux administrations fiscales compétentes et aux porteurs des demandes de règlement; produit les déclarations fiscales destinées au gouvernement fédéral et aux gouvernements locaux; et prend en charge la correspondance et les révisions réglementaires en découlant. Les fonds détenus pour des clients comprennent des obligations non courantes et de la trésorerie. La Société présente séparément ces fonds détenus pour des clients des obligations relatives à ces fonds. Les fonds détenus pour des clients sont classés comme actifs courants puisque, selon les intentions de la direction, ils sont détenus seulement dans le but de respecter les obligations liées aux fonds des clients, lesquels seront remboursés dans un délai de un an à partir de la date du bilan consolidé.

Les revenus d'intérêts gagnés et les gains et pertes réalisés lors de la cession des obligations sont comptabilisés dans les revenus de la période au cours de laquelle ils sont gagnés, puisque le recouvrement, la garde et le versement de ces fonds sont des facteurs décisifs dans la prestation de ces services.

### IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles, y compris celles visées par des contrats de location-financement, sont comptabilisées au coût et amorties sur leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire.

Terrain et immeubles	10 à 40 ans
Améliorations locatives	Durée d'utilité ou durée du bail, selon la moindre des deux
Mobilier, agencements et matériel	3 à 20 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans

### CONTRATS DE LOCATION

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement lorsque les modalités du contrat transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété. Tous les autres contrats de location sont classés en tant que contrats de location simple.

Les actifs détenus en vertu de contrats de location-financement sont initialement comptabilisés comme immobilisations corporelles à un montant égal à la juste valeur des actifs loués ou, si elle est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux à payer au titre de la location au commencement du contrat de location, puis sont amortis sur leur durée d'utilité économique ou, si elle est inférieure, la durée du contrat de location. La portion en capital des paiements futurs au titre de la location est comprise dans le bilan consolidé à titre de passif. L'intérêt est passé en charges dans les états consolidés du résultat de manière à obtenir un taux d'intérêt constant sur le solde du passif.

Les paiements au titre des contrats de location simple sont passés en charges dans les états consolidés du résultat de façon linéaire sur la durée du contrat de location. Les incitatifs dans les contrats de location simple sont comptabilisés en diminution de la charge locative sur la durée du contrat de location.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

### COÛTS D'EMPRUNT

Les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition, à la construction ou au développement d'un actif qualifié sont capitalisés comme composante du coût de l'actif respectif. Un actif qualifié est un actif qui exige une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisé ou vendu. Tous les autres coûts d'emprunt sont passés en charges au cours de la période où ils sont engagés.

### COÛTS LIÉS À DES CONTRATS

Les coûts liés à des contrats sont principalement engagés dans le cadre de l'acquisition et de la mise en œuvre de contrats d'impartition à long terme. Les coûts liés à des contrats comprennent principalement des coûts de transition et des incitatifs, et sont comptabilisés au coût.

#### Coûts de transition

Les coûts de transition comprennent les coûts liés à l'installation des systèmes et des processus engagés après l'obtention des contrats d'impartition, la relocalisation des employés mutés et la sortie des installations des clients. Pour les contrats de services en gestion des processus d'affaires, les coûts comprennent principalement les coûts liés à la conversion des applications du client sur les plates-formes de la Société. Ces coûts se composent essentiellement du coût de la main-d'œuvre, qui comprend la rémunération et les avantages du personnel connexes, de même que les frais de sous-traitance.

#### Incitatifs

Des incitatifs sont occasionnellement accordés aux clients lors de la signature de contrats d'impartition. Ces incitatifs sont principalement accordés sous la forme de paiements en trésorerie ou d'émission d'instruments de capitaux propres. Dans le cas d'instruments de capitaux propres, le coût est mesuré selon la juste valeur estimative des instruments à la date de leur octroi.

#### Coûts préalables aux contrats

Les coûts liés à l'acquisition ou à la mise en œuvre de contrats d'impartition à long terme qui sont engagés préalablement à l'obtention des contrats concernés sont passés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés, sauf dans les cas où il est pratiquement certain que les contrats seront octroyés et que les coûts sont directement liés à l'acquisition du contrat.

#### Amortissement des coûts liés à des contrats

Les coûts liés à des contrats sont amortis au fur et à mesure que les services sont fournis. Les coûts de transition et les coûts préalables aux contrats sont inclus dans les coûts des services et frais de vente et d'administration, et les incitatifs sont amortis en réduction des revenus.

#### Perte de valeur des coûts liés à des contrats

Lorsqu'il est prévu qu'un contrat ne sera pas rentable, la perte prévue est appliquée initialement à l'encontre des coûts liés à ce contrat, et l'excédent est comptabilisé à titre de provision, laquelle est présentée dans les fournisseurs et autres créditeurs et dans les autres passifs non courants. Si le contrat redevient rentable à une date ultérieure, la perte de valeur initialement comptabilisée est reprise. La reprise de la perte de valeur est limitée afin que la valeur comptable des coûts liés à un contrat ne soit supérieure ni à leur valeur recouvrable ni à leur valeur comptable qui aurait été déterminée, déduction faite de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée à leur égard au cours d'exercices antérieurs.



# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

### IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement les logiciels pour utilisation interne, les solutions d'affaires, les licences d'utilisation de logiciels et les relations clients. Les logiciels pour utilisation interne, les solutions d'affaires et les licences d'utilisation de logiciels sont comptabilisés au coût. Les solutions d'affaires développées en interne et offertes sur le marché sont capitalisées si elles répondent aux critères spécifiques relatifs à la faisabilité technique, commerciale et financière. Les logiciels pour utilisation interne, les solutions d'affaires, les licences d'utilisation de logiciels et les relations clients acquises lors de regroupements d'entreprises sont comptabilisées initialement à leur juste valeur fondée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus, ce qui comprend l'établissement d'estimations à propos des flux de trésorerie futurs et de taux d'actualisation.

#### Amortissement des immobilisations incorporelles

La Société amortit les immobilisations incorporelles selon le mode linéaire sur les durées d'utilité estimatives suivantes :

Logiciels pour utilisation interne	2 à 7 ans
Solutions d'affaires	2 à 10 ans
Licences d'utilisation de logiciels	3 à 8 ans
Relations clients et autres	2 à 10 ans

### DÉPRÉCIATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES, DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET DU GOODWILL

#### Échéancier des tests de dépréciation

La valeur comptable des immobilisations corporelles, des immobilisations incorporelles et du goodwill, est passée en revue pour dépréciation si des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable a pu se déprécier. La Société évalue, à chaque date de clôture, si de tels événements ou changements de circonstances se sont produits. La valeur comptable des immobilisations corporelles et des immobilisations incorporelles qui ne sont pas prêtes à être utilisées et du goodwill font l'objet d'un test de dépréciation annuel au 30 septembre.

#### Tests de dépréciation

S'il existe un indice de dépréciation ou si un actif doit être soumis à un test de dépréciation annuel, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») à laquelle l'actif appartient pour déterminer le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur d'un actif ou d'une UGT diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité pour la Société. La Société a en général recours à la valeur d'utilité. Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimatifs sont actualisés à leur valeur actuelle au moyen d'un taux d'actualisation qui reflète l'appréciation actuelle du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif ou à l'UGT. Pour déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les transactions récentes sur le marché sont prises en compte lorsque disponibles. S'il est estimé que la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable doit être réduite à sa valeur recouvrable. Une perte de valeur est immédiatement comptabilisée dans les états consolidés du résultat.

Pour les besoins des tests de dépréciation du goodwill, l'UGT qui représente, au sein de la Société, le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi par la Société est le niveau du secteur opérationnel (note 27). Le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est affecté à l'UGT qui devrait bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

### DÉPRÉCIATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES, DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET DU GOODWILL (SUITE)

#### Tests de dépréciation (suite)

La valeur d'utilité calculée pour déterminer la valeur recouvrable des UGT auxquelles le goodwill a été affecté comprend des estimations de leur performance financière future fondée sur les flux de trésorerie approuvés par la direction couvrant une période de cinq ans, puisque la Société génère des revenus essentiellement au moyen de contrats à long terme. Les hypothèses clés utilisées dans le calcul de la valeur d'utilité sont le taux d'actualisation et le taux de croissance à long terme des flux de trésorerie opérationnels nets. Pour formuler ces hypothèses, la direction a pris en compte la conjoncture économique et son incidence sur les taux de croissance et d'actualisation prévus. Pour déterminer le taux d'actualisation appliqué à une UGT, la direction prend en compte, comme point de départ, le coût moyen pondéré du capital et ajuste le taux pour tenir compte des taux d'imposition spécifiques, du risque lié à la région géographique et de tout autre risque propre à l'UGT. Les projections de flux de trésorerie reflètent les attentes de la direction quant à la performance opérationnelle de l'UGT et aux perspectives de croissance du marché de l'UGT.

Pour les actifs ayant subi une perte de valeur autre que le goodwill, la Société évalue, à chaque date de clôture, s'il existe un indice que des pertes de valeur comptabilisées antérieurement sont susceptibles de ne plus exister ou d'avoir diminué. S'il existe un tel indice, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise seulement s'il y a eu un changement dans les hypothèses utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif depuis la dernière comptabilisation d'une perte de valeur. La reprise est limitée de façon à ce que la valeur comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable, ni la valeur comptable qui aurait été déterminée, déduction faite de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif au cours d'exercices antérieurs. Le montant de la reprise est comptabilisé dans les états consolidés du résultat. Les pertes de valeur comptabilisées se rapportant au goodwill ne peuvent pas être reprises à des périodes ultérieures.

#### AUTRES ACTIFS NON COURANTS

Les autres actifs non courants sont constitués principalement de contrats d'assurance souscrits pour capitaliser des régimes à prestations définies et des contrats d'assurance-vie, d'actifs liés aux régimes de rémunération différée, de placements non courants, d'actifs au titre des prestations de retraite, des montants à recevoir à long terme, de frais de financement différés, de contrats de maintenance non courants, d'instruments financiers dérivés et de dépôts. Les placements non courants, lesquels sont composés d'obligations, sont classés comme étant non courants selon les intentions de la direction.

#### REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

La Société comptabilise ses regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, la contrepartie transférée est évaluée à la juste valeur. Les frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration découlant de regroupements d'entreprises sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés. La Société comptabilise le goodwill comme étant l'excédent du coût d'acquisition sur les immobilisations corporelles et incorporelles identifiables nettes acquises et des passifs pris en charge à leur juste valeur à la date d'acquisition. La juste valeur affectée aux immobilisations corporelles et incorporelles acquises et aux passifs pris en charge repose sur les hypothèses faites par la direction. Ces hypothèses portent notamment sur les flux de trésorerie futurs attendus des immobilisations incorporelles, soit les relations clients, les solutions d'affaires et les marques de commerce. Le goodwill préliminaire comptabilisé comprend la valeur économique future liée à la main-d'œuvre acquise et les synergies avec les activités de la Société qui découlent principalement de la réduction des coûts et de nouvelles occasions d'affaires. L'établissement de la juste valeur est basé sur les estimations relatives aux immobilisations incorporelles acquises, aux immobilisations corporelles, aux litiges, aux provisions pour pertes estimatives sur des contrats générateurs de revenus, aux contrats déficitaires et autres réserves pour éventualités. Les estimations incluent la prévision des flux de trésorerie futurs et des taux d'actualisation. Les variations ultérieures de la juste valeur sont portées au coût d'acquisition si elles constituent des ajustements au cours de la période d'évaluation.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

### REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES (suite)

La période d'évaluation, qui ne doit pas dépasser douze mois, correspond à la période entre la date d'acquisition et la date à laquelle toute l'information importante nécessaire à l'établissement des justes valeurs est disponible. Toute autre variation ultérieure est comptabilisée dans les états consolidés du résultat. Pour chaque acquisition d'entreprise, la Société comptabilise les résultats des activités de l'entreprise acquise à compter de la date de prise d'effet de l'acquisition.

### BÉNÉFICE PAR ACTION

Le bénéfice de base par action est établi en fonction du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Le bénéfice dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'actions afin d'évaluer l'effet dilutif des options sur actions et des UAR.

### FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT DE LOGICIELS

Les frais de recherche, déduction faite des crédits d'impôt connexes, sont imputés au bénéfice de la période au cours de laquelle ils sont engagés. Les frais de développement de logiciels, déduction faite des crédits d'impôt connexes, sont passés en charges au cours de la période à laquelle ils sont engagés, à moins qu'ils ne répondent aux critères de capitalisation spécifiques relatifs à la faisabilité technique, commerciale et financière.

### CRÉDITS D'IMPÔT

Pour la comptabilisation des crédits d'impôt, la Société utilise l'approche par le résultat, selon laquelle les crédits d'impôt à l'investissement sont comptabilisés dans la mesure où il existe une assurance raisonnable que la subvention sera reçue et que la Société se conformera aux conditions rattachées à la subvention. Selon cette méthode, les crédits d'impôt liés aux charges opérationnelles sont comptabilisés en diminution des charges connexes dans la période au cours de laquelle ces charges sont engagées. Les crédits d'impôt relatifs aux dépenses en immobilisations sont comptabilisés en diminution du coût des actifs. Les crédits d'impôt sont comptabilisés selon les meilleures estimations de la Société des montants qu'elle s'attend à recevoir et peuvent faire l'objet d'une vérification par les administrations fiscales.

### IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

L'impôt sur les bénéfices est comptabilisé d'après la méthode axée sur le bilan.

L'impôt sur les bénéfices exigible est comptabilisé relativement aux montants prévus à payer ou à recouvrer selon les taux d'imposition et les réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date du bilan.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont établis en fonction des différences temporelles déductibles ou imposables entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs selon des taux d'imposition adoptés ou quasi adoptés qui entreront en vigueur pendant l'exercice au cours duquel la Société s'attend à recouvrer ou à régler les différences. Un actif d'impôt différé est généralement comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, auquel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont comptabilisés directement à l'état du résultat, dans les autres éléments du résultat global ou dans les capitaux propres selon le classement de l'élément auquel ils se rattachent.

Dans le cours des activités de la Société, l'interprétation de réglementations fiscales complexes ainsi que le montant et le calendrier des bénéfices imposables futurs sont incertains. Lorsqu'une position fiscale est incertaine, la Société comptabilise un avantage d'impôt ou réduit un passif d'impôt seulement lorsqu'il est probable que l'avantage d'impôt se matérialisera dans l'avenir ou que le passif d'impôt n'est plus probable.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

### PROVISIONS

Des provisions sont comptabilisées si la Société a une obligation juridique ou implicite actuelle résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les provisions de la Société constituent des passifs correspondant aux contrats de location des locaux libérés par la Société, des provisions pour litiges et réclamations survenant dans le cours normal des activités, et des passifs relatifs au démantèlement liés à des immeubles de bureaux visés par des contrats de location simple qui contiennent des clauses obligeant la remise des lieux à leur état initial à l'échéance des contrats. La Société comptabilise aussi des provisions pour restructuration rattachées aux acquisitions d'entreprises.

Le montant comptabilisé à titre de provision est la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire au règlement de l'obligation actuelle à la fin de la période de présentation de l'information financière, compte tenu des risques et incertitudes liés à l'obligation. Les provisions sont actualisées au moyen d'un taux avant impôt courant lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif. L'augmentation de la provision pour refléter le passage du temps est comptabilisée à titre de charges financières.

La Société comptabilise les provisions pour les contrats de location déficitaires qui se composent des coûts estimatifs liés aux locaux inoccupés. La provision reflète la valeur actualisée des paiements de loyer qui excèdent les revenus de sous-location prévus sur la durée restante du contrat de location en utilisant les taux d'intérêt sans risque. Les estimations portent sur des revenus possibles tirés des locaux inoccupés sous-loués à des tiers.

Les provisions pour litiges et réclamations sont calculées selon les précédents historiques, les tendances courantes et d'autres hypothèses qui semblent raisonnables dans les circonstances. Les estimations tiennent compte de la période durant laquelle les événements sous-jacents à la procédure se sont produits et du degré de probabilité d'une issue défavorable.

Les passifs relatifs au démantèlement ont trait à des immeubles de bureaux visés par des contrats de location simple qui contiennent des clauses obligeant la remise des lieux à leur état initial à l'échéance du contrat. La provision est établie en utilisant la valeur actualisée des sorties de trésorerie futures estimatives et des taux d'intérêt sans risque.

Des provisions pour restructuration sont comptabilisées lorsqu'un plan officiel détaillé mentionne l'entreprise ou une partie de l'entreprise concernée, l'emplacement et le nombre d'employés touchés, une estimation détaillée des frais connexes et un calendrier approprié. Les provisions pour restructuration comprennent la réduction de l'effectif.

### CONVERSION DES DEVICES

Les états financiers consolidés de la Société sont libellés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la société mère. Chaque entité de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments des états financiers de chaque entité sont évalués au moyen de cette monnaie fonctionnelle. La monnaie fonctionnelle est la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités.

### Soldes et transactions en devises

Les revenus, les charges et les actifs et passifs non monétaires libellés en devises sont comptabilisés au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les gains et les pertes de change réalisés et non réalisés sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat.

### Établissements à l'étranger

Pour les établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle est différente de celle de la Société, les actifs et les passifs libellés en devises sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date du bilan. Les revenus et les charges sont convertis aux taux de change moyens en vigueur durant la période. Les gains ou les pertes non réalisés qui en découlent sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global à titre de gains ou pertes nets non réalisés découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

### CONVERSION DES DEVICES (SUITE)

#### Établissements à l'étranger (suite)

Pour les comptes des établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle est la même que celle de la Société, les actifs et passifs monétaires sont convertis aux taux de change en vigueur à la date du bilan, et les actifs et passifs non monétaires, aux taux de change historiques. Les revenus et charges sont convertis aux taux moyens de la période. Les gains et pertes de change de ces établissements à l'étranger sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat.

### PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

La Société maintient un régime d'options sur actions et d'UAR réglées en instruments de capitaux propres qui sont versées à titre de rémunération à des employés et à des tiers fournissant des services à la Société.

La juste valeur de ces paiements fondés sur des actions est déterminée à la date d'attribution en utilisant le modèle d'évaluation du prix des options Black et Scholes pour les options sur actions, et le cours de clôture des actions subalternes classe A de la Société à la Bourse de Toronto pour les UAR. Le nombre d'options sur actions et d'UAR dont les droits, selon ce qui est à prévoir, seront acquis est estimé à la date d'attribution, puis révisé périodiquement. Pour établir une estimation de la juste valeur des options sur actions, il faut formuler des hypothèses sur les données les plus appropriées au modèle d'évaluation, notamment la durée de vie prévue des options, la volatilité prévue du cours des actions et les taux d'extinction attendus. La juste valeur ajustée pour tenir compte des attentes relativement aux conditions liées au rendement est comptabilisée en résultat comme une charge au titre des paiements fondés sur des actions, et un montant correspondant est porté au crédit du surplus d'apport, sur la base de l'acquisition graduelle des droits au cours de la période d'acquisition des droits.

Lorsque les options sur actions sont exercées, toute contrepartie payée est portée au crédit du capital-actions, et la juste valeur des options sur actions comptabilisée dans le surplus d'apport est soustraite et portée au crédit du capital-actions. Lorsque les UAR sont exercées, leur juste valeur comptabilisée dans le surplus d'apport est soustraite et portée au crédit du capital-actions.

### INSTRUMENTS FINANCIERS

Tous les actifs financiers désignés comme des actifs détenus jusqu'à leur échéance et les prêts et créances, de même que les passifs financiers désignés comme autres passifs, sont initialement évalués à la juste valeur, puis à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Tous les actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du bénéfice net sont évalués à leur juste valeur, et les gains et pertes liés aux réévaluations périodiques sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat. Les instruments financiers peuvent être désignés au moment de la comptabilisation initiale à la juste valeur par le biais du bénéfice net si l'un des critères suivants est respecté : i) l'instrument financier comprend un ou plusieurs dérivés incorporés qui, autrement, auraient été comptabilisés séparément, ii) la désignation élimine ou réduit significativement une incohérence d'évaluation ou de comptabilisation qui surviendrait de l'évaluation de l'actif ou du passif financier ou de la comptabilisation des gains et des pertes sur ceux-ci selon des bases différentes ou iii) l'actif financier et le passif financier font partie d'un groupe d'actifs ou de passifs financiers qui est géré et dont la performance s'apprécie sur la base de la juste valeur, selon une gestion des risques ou une stratégie d'investissement documentée. Tous les actifs financiers désignés comme disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur et tous les gains et pertes non réalisés, déduction faite de l'impôt sur les bénéfices applicable, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Les revenus d'intérêts gagnés et les gains et pertes réalisés sur la vente des actifs disponibles à la vente sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat.

Les coûts de transaction comprennent essentiellement les frais associés aux services juridiques et comptables et tout autre coût directement attribuable à l'émission des actifs et passifs financiers. Les coûts de transaction sont capitalisés au coût des actifs et des passifs financiers autres que ceux classés dans les instruments désignés à la juste valeur par le biais du bénéfice net.

Les actifs financiers sont décomptabilisés si les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à échéance, ou si l'actif est transféré et que ce transfert remplit les conditions de décomptabilisation. Le transfert remplit les conditions de décomptabilisation si la quasi-totalité des risques et avantages importants inhérents à la propriété a été transférée.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

### INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

La Société a effectué le classement suivant :

#### Désignées à la juste valeur par le biais du bénéfice net

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements courants (autres que ceux qui sont inclus dans les fonds détenus pour des clients) et les dérivés (sauf s'ils sont admissibles à la comptabilité de couverture, conformément à la rubrique « Instruments financiers dérivés et transactions de couverture »). De plus, les actifs du régime de rémunération différée ont été désignés par la direction à la juste valeur par le biais du bénéfice net au moment de leur comptabilisation initiale, étant donné que ce classement reflète la stratégie d'investissement de la direction.

#### Prêts et créances

Les créances clients et la trésorerie comprises dans les fonds détenus pour des clients.

#### Disponibles à la vente

Les obligations non courantes comprises dans les fonds détenus pour des clients et les placements non courants.

#### Autres passifs

Les fournisseurs et autres créditeurs, la rémunération à payer et la dette à long terme, compte non tenu des obligations en vertu des contrats de location-financement, et les obligations liées aux fonds des clients.

### Hiérarchie des justes valeurs

Les évaluations à la juste valeur comptabilisées au bilan sont classées selon les niveaux suivants :

Niveau 1 : un cours (non ajusté) sur un marché actif pour des actifs ou des passifs identiques;

Niveau 2 : les données autres que les cours visés au niveau 1, mais qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement; et

Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif, qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

Tous les actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur sont classés au niveau 1, exception faite des dérivés, des placements compris dans les fonds détenus pour des clients et les placements non courants, qui sont classés au niveau 2.

### INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET TRANSACTIONS DE COUVERTURE

La Société a recours à divers instruments financiers dérivés pour gérer le risque lié aux taux d'intérêt et aux taux de change.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés initialement à la juste valeur, à la date à laquelle les contrats dérivés sont conclus, et sont ultérieurement réévalués à la juste valeur à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Le gain ou la perte qui en découle est comptabilisé dans les états consolidés du résultat, à moins que le dérivé ne soit désigné comme étant un instrument de couverture et qu'il ne soit jugé efficace, auquel cas le moment de la comptabilisation dans les états consolidés du résultat repose sur la nature de la relation de couverture.

À la mise en place d'une relation de couverture, la Société désigne et documente officiellement la relation de couverture à laquelle elle souhaite appliquer la comptabilité de couverture, ainsi que l'objectif et la stratégie de la gestion des risques qui sous-tendent la couverture. La documentation porte sur l'identification de l'instrument de couverture, la transaction ou l'élément couverts, la nature du risque couvert et la façon dont la Société appréciera l'efficacité de l'instrument de couverture à compenser, par ses variations de juste valeur, l'exposition aux variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'élément couvert attribuables au risque couvert. Ces couvertures devraient être hautement efficaces pour compenser les variations de juste valeur ou des flux de trésorerie et sont appréciées de manière continue afin d'établir si, dans les faits, elles ont été hautement efficaces au cours des périodes de présentation de l'information financière pour lesquelles elles ont été désignées. Les flux de trésorerie liés aux transactions de couverture sont classés de la même manière que les flux de trésorerie liés à la position couverte.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

### INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET TRANSACTIONS DE COUVERTURE (SUITE)

#### Couvertures des investissements nets dans des établissements à l'étranger

La Société a recours aux swaps de devises et aux dettes à long terme libellées en devises pour couvrir des parties de l'investissement net de la Société dans ses établissements aux États-Unis et en Europe. Les gains ou pertes de change sur les investissements nets et la partie efficace des gains ou des pertes sur les instruments de couverture des investissements nets sont comptabilisés à titre d'autres éléments du résultat global. Dans la mesure où la couverture est inefficace, ces écarts sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat. Lorsque l'investissement net faisant l'objet de la couverture est cédé, le montant qui s'y rattache dans les autres éléments du résultat global est alors transféré dans le bénéfice net, au titre des gains ou des pertes découlant de la cession.

### COUVERTURES DE FLUX DE TRÉSORERIE

#### Couvertures de flux de trésorerie liées aux revenus futurs

La Société a conclu des contrats de change à terme pour couvrir la variabilité des taux de change.

#### Couvertures de flux de trésorerie sur une facilité d'emprunt à terme renouvelable non garantie

La Société a conclu des swaps de taux d'intérêt afin de couvrir le risque lié aux flux de trésorerie de la facilité d'emprunt à terme renouvelable non garantie à taux variable. En vertu des swaps de taux d'intérêt, la Société obtient un taux d'intérêt variable, mais rembourse un taux d'intérêt fixe sur le montant notionnel.

Les couvertures susmentionnées ont été documentées en tant que couvertures de flux de trésorerie, et aucun élément de la juste valeur des instruments dérivés n'est exclu de l'appréciation ou de l'évaluation de l'efficacité des couvertures.

La partie efficace de la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés est comptabilisée à titre d'autres éléments du résultat global et la partie inefficace, le cas échéant, dans les états consolidés du résultat. La partie efficace de la variation de la juste valeur des dérivés est reclassée des autres éléments du résultat global aux états consolidés du résultat au moment où l'élément couvert est comptabilisé dans les états consolidés du résultat.

### COUVERTURES DE JUSTE VALEUR

#### Couvertures de juste valeur liées aux billets de premier rang non garantis en devise américaine

La Société a conclu des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque lié à la juste valeur des billets de premier rang non garantis en devise américaine à taux fixe. En vertu du swap de taux d'intérêt, la Société obtient un taux d'intérêt fixe, mais rembourse un taux d'intérêt variable sur le montant notionnel.

Les variations de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt sont comptabilisées à titre de charges financières dans les états consolidés du résultat. Les variations de la juste valeur des éléments couverts attribuable au risque couvert sont comptabilisées à titre d'ajustement de la valeur comptable des billets de premier rang non garantis en devise américaine, et sont aussi inscrites au titre des charges financières dans les états consolidés du résultat. Si les éléments couverts sont décomptabilisés, la juste valeur non amortie est comptabilisée immédiatement dans les états consolidés du résultat.

Les swaps de devises, les contrats de change à terme et les swaps de taux d'intérêt utilisés comme instruments de couverture sont des instruments financiers dérivés; par conséquent, ils sont comptabilisés à leur juste valeur dans les bilans consolidés à titre d'autres actifs courants, d'autres actifs non courants, d'autres créditeurs ou d'autres passifs non courants. Pour déterminer la juste valeur des instruments financiers dérivés, la Société utilise des modèles d'évaluation tels que l'analyse des flux de trésorerie actualisés reposant sur des données observables sur le marché.



# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

### AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société administre des régimes de retraite à cotisations définies et à prestations définies.

Le coût des régimes à cotisations définies est passé en charges dans les états consolidés du résultat en fonction des cotisations payables par la Société au cours de l'exercice.

En ce qui a trait aux régimes à prestations définies, l'obligation au titre des prestations définies est calculée annuellement par des actuaires indépendants au moyen de la méthode des unités de crédit projetées. Le passif au titre des prestations de retraite dans le bilan consolidé représente la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies réduite de la juste valeur des actifs du régime. Les actifs au titre des prestations de retraite sont comptabilisés dans la mesure où la Société peut bénéficier de remboursements ou d'une réduction des cotisations futures. Les régimes de retraite qui sont capitalisés à même le paiement des primes d'assurance sont traités comme des régimes à cotisations définies, sauf si la Société a une obligation soit de verser directement les prestations lorsqu'elles deviennent exigibles, soit de verser d'autres montants si les actifs accumulés auprès de l'assureur ne couvrent pas tous les avantages futurs du personnel. Dans ces circonstances, le régime est traité comme un régime à prestations définies.

Les contrats d'assurance sont traités comme des actifs de régime d'un régime à prestations définies si les produits du contrat :

- ne peuvent servir qu'à financer les avantages du personnel;
- sont hors de portée des créanciers de la Société; et;
- ne peuvent pas être restitués à la Société, sauf si ces produits représentent un surplus d'actifs non nécessaires au respect de l'ensemble des obligations relatives aux avantages du personnel ou un remboursement des avantages du personnel déjà payés par la Société.

Les contrats d'assurance qui ne respectent pas les critères susmentionnés sont traités comme des investissements non courants et sont inscrits à leur juste valeur comme des actifs financiers non courants dans le bilan consolidé.

Pour calculer le coût des régimes à prestations définies et leur valeur actualisée à l'aide d'évaluations actuarielles, il est nécessaire de formuler des hypothèses sur les taux d'actualisation, le rendement attendu des actifs, les hausses futures de la rémunération et des prestations de retraite, les taux d'inflation et les taux de mortalité. Toute modification apportée à ces hypothèses influera sur la valeur comptable des obligations au titre des prestations de retraite. Pour déterminer le taux d'actualisation approprié, la direction tient compte des taux d'intérêt des obligations de sociétés de première qualité libellées dans la devise dans laquelle les prestations seront versées et dont l'échéance se rapproche de celle de l'obligation de retraite concernée. Les autres hypothèses sont fondées en partie sur les conditions actuelles du marché.

Le coût des services rendus au cours de la période est comptabilisé dans les états consolidés du résultat à titre de charges liées aux avantages du personnel. Le coût financier résultant de la désactualisation de l'obligation au titre des prestations définies et le rendement attendu des actifs du régime sont comptabilisés comme charges financières ou revenus financiers. Il y a réduction lorsqu'un régime de retraite à prestations définies est modifié ou restructuré et entraîne une réduction importante des avantages du régime. Les gains actuariels et les pertes actuarielles découlant des ajustements liés à l'expérience ou des changements d'hypothèses actuarielles sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global au cours de la période où ils se produisent.



# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 3. Sommaire des principales méthodes comptables (suite)

### MODIFICATIONS DE NORMES COMPTABLES FUTURES

Les normes suivantes ont été publiées, mais ne sont pas encore en vigueur :

- IFRS 9, *Instruments financiers*, traite du classement et de l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers. À l'heure actuelle, la Société évalue l'incidence de ces normes sur ses états financiers consolidés.
- IFRS 10, *États financiers consolidés*, s'appuie sur des principes existants pour définir le concept de contrôle comme facteur déterminant de la consolidation des comptes d'une entité dans les états financiers consolidés d'une société. L'adoption de cette norme n'entraînera aucun changement dans la situation de consolidation des filiales de la Société.
- IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, fournit des indications sur les informations à fournir sur toutes les formes d'intérêts dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées, les entités structurées et les autres véhicules hors bilan. L'adoption de cette norme n'entraînera aucun changement important dans la présentation des états financiers consolidés de la Société.
- IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, fournit des indications sur l'évaluation de la juste valeur ainsi que la définition de la juste valeur et constitue une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'information à fournir. L'évaluation préliminaire a déterminé que l'adoption de cette norme n'entraînera aucun changement important dans la présentation des états financiers consolidés de la Société.
- IAS 1, *Présentation des états financiers*, a été modifiée pour exiger le regroupement d'éléments au sein de l'état du résultat global qui peuvent être reclassés dans l'état du résultat. La présentation des états financiers consolidés de la Société sera touchée par cette modification, car la Société devra regrouper dans ses états consolidés du résultat global les éléments qui pourront ou non être reclassés ultérieurement dans ses états consolidés du résultat.
- IAS 19, *Avantages du personnel*, a été modifiée pour ajuster le calcul de la composante charge financière des régimes à prestations définies et pour améliorer les exigences en matière d'information à fournir. À l'exception des exigences en matière d'information à fournir, l'adoption de cette norme n'aura aucune incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Les normes susmentionnées entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2013 à l'exception d'IFRS 9 qui sera en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2015 et son application anticipée est autorisée.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	Au 30 septembre 2013	Au 30 septembre 2012
	\$	\$
Trésorerie	105 677	86 060
Équivalents de trésorerie	522	27 043
	106 199	113 103

## 5. Créances clients

	Au 30 septembre 2013	Au 30 septembre 2012 (révisé – note 25)
	\$	\$
Clients	1 018 990	1 239 208
Autres <sup>1</sup>	186 635	173 727
	1 205 625	1 412 935

<sup>1</sup> Les autres créances clients comprennent les crédits d'impôt remboursables sur les salaires liés au programme de développement des affaires électroniques du Québec, au programme de crédits d'impôt pour la recherche et le développement ainsi qu'à d'autres programmes de création d'emplois et de croissance économique. Les crédits d'impôt représentent un montant d'environ 110 615 000 \$ et 106 491 000 \$ des autres créances clients respectivement pour les exercices 2013 et 2012.

Les mesures fiscales en vertu du programme de développement des affaires électroniques du Québec permettent aux sociétés ayant un établissement dans la province de Québec, qui exercent des activités admissibles dans le secteur de la technologie, d'obtenir un crédit d'impôt remboursable égal à 30 % des salaires admissibles, jusqu'à concurrence de 20 000 \$ par année par employé admissible jusqu'au 31 décembre 2015. Le 11 juillet 2013, le gouvernement du Québec a annoncé une prolongation jusqu'au 31 décembre 2025 des mesures fiscales en vertu du programme de développement des affaires électroniques du Québec. À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016, le montant annuel maximal du crédit d'impôt par employé admissible sera majoré à 22 500 \$.

## 6. Fonds détenus pour des clients

	Au 30 septembre 2013	Au 30 septembre 2012
	\$	\$
Trésorerie	34 653	11 670
Obligations à long terme	187 816	190 737
	222 469	202 407

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 7. Immobilisations corporelles

	Terrains et immeubles	Améliorations locatives	Mobilier, agencements et matériel	Matériel informatique	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Coût</b>					
Au 30 septembre 2012, révisé	56 638	182 553	134 071	413 613	786 875
Ajouts/transferts	4 038	16 197	18 570	121 060	159 865
Cessions/transferts	-	(8 276)	(13 941)	(60 767)	(82 984)
Écart de conversion	1 401	2 747	2 270	11 830	18 248
<b>Au 30 septembre 2013</b>	<b>62 077</b>	<b>193 221</b>	<b>140 970</b>	<b>485 736</b>	<b>882 004</b>
<b>Amortissement cumulé</b>					
Au 30 septembre 2012	5 240	76 431	40 992	182 732	305 395
Amortissement (note 23)	1 467	28 299	27 788	118 133	175 687
Cessions/transferts	-	(6 393)	(12 730)	(58 871)	(77 994)
Écart de conversion	(37)	678	222	2 910	3 773
<b>Au 30 septembre 2013</b>	<b>6 670</b>	<b>99 015</b>	<b>56 272</b>	<b>244 904</b>	<b>406 861</b>
<b>Valeur comptable nette au 30 septembre 2013</b>	<b>55 407</b>	<b>94 206</b>	<b>84 698</b>	<b>240 832</b>	<b>475 143</b>

  

	Terrains et immeubles	Améliorations locatives	Mobilier, agencements et matériel	Matériel informatique	Total (révisé – note 25)
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Coût</b>					
Au 30 septembre 2011	14 773	125 808	84 046	293 944	518 571
Ajouts/transferts	23 993	5 021	8 980	58 891	96 885
Ajouts – acquisition d'entreprise (note 25a)	17 617	60 984	43 552	109 486	231 639
Cessions/transferts	-	(9 344)	(2 305)	(46 537)	(58 186)
Écart de conversion (note 25a)	255	84	(202)	(2 171)	(2 034)
<b>Au 30 septembre 2012</b>	<b>56 638</b>	<b>182 553</b>	<b>134 071</b>	<b>413 613</b>	<b>786 875</b>
<b>Amortissement cumulé</b>					
Au 30 septembre 2011	4 047	65 678	31 767	167 178	268 670
Amortissement (note 23)	1 178	18 189	10 707	62 979	93 053
Cessions/transferts	-	(7 052)	(2 274)	(44 580)	(53 906)
Écart de conversion	15	(384)	792	(2 845)	(2 422)
<b>Au 30 septembre 2012</b>	<b>5 240</b>	<b>76 431</b>	<b>40 992</b>	<b>182 732</b>	<b>305 395</b>
<b>Valeur comptable nette au 30 septembre 2012</b>	<b>51 398</b>	<b>106 122</b>	<b>93 079</b>	<b>230 881</b>	<b>481 480</b>

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 7. Immobilisations corporelles (suite)

Les immobilisations corporelles comprennent les actifs suivants acquis aux termes de contrats de location-financement :

	Au 30 septembre 2013			Au 30 septembre 2012		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Mobilier, agencements et matériel	15 762	7 218	8 544	16 909	5 198	11 711
Matériel informatique	105 112	66 117	38 995	103 759	52 201	51 558
	120 874	73 335	47 539	120 668	57 399	63 269

## 8. Coûts liés à des contrats

	Au 30 septembre 2013			Au 30 septembre 2012 (révisé – note 25)		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Coûts de transition	291 305	165 705	125 600	259 686	111 672	148 014
Incitatifs	103 058	88 186	14 872	102 061	81 425	20 636
	394 363	253 891	140 472	361 747	193 097	168 650

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 9. Immobilisations incorporelles

	Logiciels pour utilisation interne	Solutions d'affaires	Licences d'utilisation de logiciels	Relations clients et autres	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Coût</b>					
Au 30 septembre 2012, révisé	130 519	351 355	175 932	819 596	1 477 402
Ajouts/transferts	23 032	-	27 008	-	50 040
Ajouts – développés en interne	-	28 607	-	-	28 607
Cessions/transferts	(5 824)	(4 641)	(74 329)	(1 382)	(86 176)
Écart de conversion	2 646	8 601	1 837	43 790	56 874
<b>Au 30 septembre 2013</b>	<b>150 373</b>	<b>383 922</b>	<b>130 448</b>	<b>862 004</b>	<b>1 526 747</b>
<b>Amortissement cumulé</b>					
Au 30 septembre 2012	78 217	220 317	132 629	258 460	689 623
Amortissement (note 23)	29 218	29 302	20 956	114 505	193 981
Cessions/transferts	(5 608)	(4 889)	(72 241)	(1 382)	(84 120)
Écart de conversion	1 568	4 877	1 541	11 112	19 098
<b>Au 30 septembre 2013</b>	<b>103 395</b>	<b>249 607</b>	<b>82 885</b>	<b>382 695</b>	<b>818 582</b>
<b>Valeur comptable nette au 30 septembre 2013</b>	<b>46 978</b>	<b>134 315</b>	<b>47 563</b>	<b>479 309</b>	<b>708 165</b>

  

	Logiciels pour utilisation interne	Solutions d'affaires	Licences d'utilisation de logiciels	Relations clients et autres	Total (révisé – note 25)
	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Coût</b>					
Au 30 septembre 2011	90 775	299 788	162 699	390 374	943 636
Ajouts/transferts	4 158	-	19 499	-	23 657
Ajouts – développés en interne	-	35 360	-	-	35 360
Ajouts – acquisition d'entreprise (note 25a)	39 730	32 426	-	462 907	535 063
Cessions/transferts	(4 012)	(8 099)	(5 115)	(29 999)	(47 225)
Écart de conversion (note 25a)	(132)	(8 120)	(1 151)	(3 686)	(13 089)
<b>Au 30 septembre 2012</b>	<b>130 519</b>	<b>351 355</b>	<b>175 932</b>	<b>819 596</b>	<b>1 477 402</b>
<b>Amortissement cumulé</b>					
Au 30 septembre 2011	71 510	213 780	119 051	247 162	651 503
Amortissement (note 23)	9 133	21 770	18 472	50 299	99 674
Cessions/transferts	(2 062)	(8 917)	(4 302)	(31 811)	(47 092)
Écart de conversion	(364)	(6 316)	(592)	(7 190)	(14 462)
<b>Au 30 septembre 2012</b>	<b>78 217</b>	<b>220 317</b>	<b>132 629</b>	<b>258 460</b>	<b>689 623</b>
<b>Valeur comptable nette au 30 septembre 2012</b>	<b>52 302</b>	<b>131 038</b>	<b>43 303</b>	<b>561 136</b>	<b>787 779</b>

Toutes les immobilisations incorporelles font l'objet d'amortissement.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 10. Autres actifs non courants

	Au 30 septembre 2013	Au 30 septembre 2012 (révisé – note 25)
	\$	\$
Contrats d'assurance souscrits pour capitaliser les régimes de retraite à prestations définies et des contrats d'assurance-vie (note 16)	20 856	19 122
Actifs du régime de rémunération différée (note 16)	24 752	18 878
Placements non courants	20 333	15 533
Actifs au titre des prestations de retraite (note 16)	9 175	9 165
Montants à recevoir à long terme	4 289	8 502
Frais de financement différés	3 856	5 042
Contrats de maintenance non courants	6 653	4 891
Instruments financiers dérivés (note 30)	2 518	2 098
Dépôts	9 960	8 785
Autres	7 929	2 609
	<b>110 321</b>	<b>94 625</b>

## 11. Goodwill

Le 20 août 2012, la Société a fait l'acquisition de la totalité des actions ordinaires en circulation de Logica plc (« Logica »), société de services aux entreprises et de services technologiques, et a procédé à une répartition préliminaire du prix d'acquisition. En 2013, la Société a modifié la répartition préliminaire du prix d'acquisition et a révisé le goodwill de manière rétrospective.

En raison des changements apportés aux secteurs opérationnels le 1<sup>er</sup> octobre 2012 (note 27), la Société est maintenant gérée selon sept secteurs opérationnels établis d'après le modèle de prestation de services par emplacement géographique, à savoir États-Unis (« É.-U. »); Nord et Sud de l'Europe et Amérique du Sud (« NSEAS »); Canada; France (y compris le Luxembourg et le Maroc); Royaume-Uni (« R.-U. »); Centre et Est de l'Europe (y compris les Pays-Bas, l'Allemagne et la Belgique) (« CEE »); et Asie-Pacifique (y compris l'Australie, l'Inde, les Philippines et le Moyen-Orient). La Société a réaffecté le goodwill aux UGT révisées en se fondant sur les justes valeurs relatives.

La Société a procédé au test de dépréciation annuel en utilisant les UGT qui correspondent aux secteurs opérationnels au 30 septembre 2013, et n'a constaté aucune perte de valeur.

Les variations du goodwill se présentaient comme suit :

	2013						
	É.-U.	NSEAS	Canada	France	R.-U.	CEE	Asie-Pacifique
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Au 1 <sup>er</sup> octobre 2012	1 307 707	1 183 338	1 111 702	742 593	793 121	649 510	305 163
Écart de conversion	62 692	91 329	-	63 298	34 170	65 501	(16 334)
<b>Au 30 septembre 2013</b>	<b>1 370 399</b>	<b>1 274 667</b>	<b>1 111 702</b>	<b>805 891</b>	<b>827 291</b>	<b>715 011</b>	<b>288 829</b>

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 11. Goodwill (suite)

Incidence de la réaffectation du goodwill :

2012 (révisé – note 25)											
	É.-U.	NSEAS	Canada	France	R.-U.	CEE	Asie- Pacifique	Services d'infra- structure	Europe et Asie- Pacifique	Logica	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Au 30 septembre 2011	1 275 588	-	980 648	-	-	-	-	202 835	76 951	-	2 536 022
Acquisition d'entreprise (note 25a)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 541 496	3 541 496
Écart de conversion (note 25a)	(70 849)	-	-	-	-	-	-	(880)	(7 011)	94 356	15 616
Au 30 septembre 2012	1 204 739	-	980 648	-	-	-	-	201 955	69 940	3 635 852	6 093 134
Réaffectation du goodwill aux nouvelles UGT	102 968	1 183 338	131 054	742 593	793 121	649 510	305 163	(201 955)	(69 940)	(3 635 852)	-
Au 1 <sup>er</sup> octobre 2012	1 307 707	1 183 338	1 111 702	742 593	793 121	649 510	305 163	-	-	-	6 093 134

### Hypothèses clés relatives au test de dépréciation du goodwill

Les hypothèses clés utilisées pour les UGT sont présentées dans le tableau suivant :

Au 30 septembre 2013	É.-U.	NSEAS	Canada	France	R.-U.	CEE	Asie- Pacifique
	%	%	%	%	%	%	%
<b>Hypothèses</b>							
Taux d'actualisation avant impôt	10,0	12,5	7,6	10,8	10,7	10,5	20,1
Taux de croissance à long terme des flux de trésorerie des activités opérationnelles nets	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0

Au 30 septembre 2012	É.-U.	Canada	Services d'infra- structure	Europe et Asie- Pacifique
	%	%	%	%
<b>Hypothèses</b>				
Taux d'actualisation avant impôt	8,7	5,5	7,2	13,2
Taux de croissance à long terme des flux de trésorerie des activités opérationnelles nets	2,0	2,0	2,0	2,0

Comme Logica a été acquise le 20 août 2012, la contrepartie payée constituait la meilleure indication de la juste valeur de cette UGT au 30 septembre 2012.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 12. Provisions

	Contrats de location déficitaires <sup>1</sup>	Litiges et réclamations <sup>2</sup>	Passifs relatifs au démantèlement <sup>3</sup>	Restructuration <sup>4</sup>	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Au 30 septembre 2012, révisé	88 670	91 669	53 366	143 120	376 825
Provisions additionnelles	36 687	-	1 722	249 799	288 208
Montants utilisés	(34 490)	(31 332)	(2 375)	(284 106)	(352 303)
Renversement de montants non utilisés	(1 683)	-	(1 958)	-	(3 641)
Ajustement du taux d'actualisation et intérêts théoriques	646	-	572	-	1 218
Écart de conversion	4 192	5 081	2 929	9 576	21 778
<b>Au 30 septembre 2013</b>	<b>94 022</b>	<b>65 418</b>	<b>54 256</b>	<b>118 389</b>	<b>332 085</b>
<b>Tranche courante</b>	<b>41 668</b>	<b>65 418</b>	<b>7 735</b>	<b>108 253</b>	<b>223 074</b>
<b>Tranche non courante</b>	<b>52 354</b>	<b>-</b>	<b>46 521</b>	<b>10 136</b>	<b>109 011</b>

	Contrats de location déficitaires <sup>1</sup>	Litiges et réclamations <sup>2</sup>	Passifs relatifs au démantèlement <sup>3</sup>	Restructuration <sup>4</sup>	Total (révisé – note 25)
	\$	\$	\$	\$	\$
Au 30 septembre 2011	29 703	2 535	7 559	-	39 797
Provisions additionnelles	4 515	1 719	1 672	101 475	109 381
Provisions prises en charge lors de l'acquisition d'une entreprise (note 25a)	65 115	87 556	46 628	45 713	245 012
Montants utilisés	(10 445)	(2 217)	-	(5 384)	(18 046)
Renversement de montants non utilisés	(1 135)	-	(2 908)	-	(4 043)
Ajustement du taux d'actualisation et intérêts théoriques	148	-	205	-	353
Écart de conversion (note 25a)	769	2 076	210	1 316	4 371
<b>Au 30 septembre 2012</b>	<b>88 670</b>	<b>91 669</b>	<b>53 366</b>	<b>143 120</b>	<b>376 825</b>
<b>Tranche courante</b>	<b>31 428</b>	<b>91 669</b>	<b>4 750</b>	<b>122 840</b>	<b>250 687</b>
<b>Tranche non courante</b>	<b>57 242</b>	<b>-</b>	<b>48 616</b>	<b>20 280</b>	<b>126 138</b>

<sup>1</sup> Au 30 septembre 2013, l'échéancier des sorties de fonds liées à ces provisions s'échelonne entre un an et dix ans (entre un an et treize ans au 30 septembre 2012); les sorties ont été actualisées selon un taux moyen pondéré de 1,15 % (1,21 % au 30 septembre 2012). Au 30 septembre 2013, la provision comprend un montant de 31 899 000 \$ au titre des coûts d'intégration (néant au 30 septembre 2012) (note 25b).

<sup>2</sup> Au 30 septembre 2013, les litiges et réclamations comprennent des provisions pour risques fiscaux, litiges contractuels, réclamations d'employés et autres de respectivement 34 409 000 \$, 15 434 000 \$ et 15 575 000 \$ (de respectivement 55 090 000 \$, 19 939 000 \$ et 16 640 000 \$ au 30 septembre 2012).

<sup>3</sup> Au 30 septembre 2013, les passifs relatifs au démantèlement étaient fondés sur des flux de trésorerie attendus de 56 454 000 \$ (55 690 000 \$ au 30 septembre 2012) et ont été actualisés selon un taux d'intérêt moyen pondéré de 0,93 % (1,09 % au 30 septembre 2012). L'échéancier du paiement de ces obligations s'échelonne entre un an et dix ans au 30 septembre 2013 (entre un an et quatorze ans au 30 septembre 2012).

<sup>4</sup> Au 30 septembre 2013, la provision comprend un montant de 249 799 000 \$ au titre des coûts d'intégration (101 475 000 \$ au 30 septembre 2012) (note 25b).



# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 13. Dette à long terme

	Au 30 septembre 2013	Au 30 septembre 2012
	\$	\$
Billets de premier rang non garantis en devise américaine, remboursables par un versement de 87 423 \$ (85 000 \$ US) en 2016, de 143 990 \$ (140 000 \$ US) en 2018 et de 257 125 \$ (250 000 \$ US) en 2021 <sup>1</sup>	475 787	467 610
Facilité de crédit renouvelable non garantie <sup>2</sup>	254 818	691 960
Facilité d'emprunt à terme renouvelable non garantie <sup>3</sup>	1 974 490	1 933 948
Obligations portant intérêt à un taux moyen pondéré de 3,27 % (3,34 % en 2012), remboursables en versements mensuels de capital et intérêts combinés et échéant à différentes dates jusqu'en 2018	79 446	60 812
Obligations en vertu de contrats de location-financement, portant intérêt au taux moyen pondéré de 3,46 % (3,85 % en 2012), remboursables en versements mensuels de capital et intérêts combinés et échéant à différentes dates jusqu'en 2019	67 928	85 124
Autre dette à long terme	14 081	8 954
	2 866 550	3 248 408
Tranche courante	534 173	52 347
	2 332 377	3 196 061

<sup>1</sup> Au 30 septembre 2013, un montant de 488 538 000 \$ avait été prélevé, moins les réévaluations à la juste valeur se rapportant à des contrats de couverture de taux d'intérêt désignés comme des couvertures de juste valeur et des frais de financement totalisant 12 751 000 \$. Le financement par voie de placement privé obtenu auprès d'investisseurs institutionnels américains comprenait trois tranches de billets de premier rang non garantis en devise américaine, d'une échéance moyenne pondérée au 30 septembre 2013 de 6,4 ans et portant intérêt à un taux fixe moyen pondéré de 4,57 %. Les billets de premier rang non garantis en devise américaine contiennent des clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir certains ratios financiers (note 31). Au 30 septembre 2013, la Société respectait ces clauses restrictives.

<sup>2</sup> La Société dispose d'une facilité de crédit renouvelable non garantie de 1 500 000 000 \$ d'une période de cinq ans venant à échéance en décembre 2016. Cette facilité porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux LIBOR ou au taux préférentiel du Canada majoré d'une marge variable établie d'après le ratio de levier financier de la Société. Au 30 septembre 2013, un montant de 254 818 000 \$ avait été prélevé sur cette facilité majoré d'une marge de 1,75 % pour la tranche au taux LIBOR et au taux des acceptations bancaires et de 0,75 % pour la tranche au taux préférentiel du Canada. De plus, un montant de 34 552 000 \$ de cette facilité a été donné en garantie de diverses lettres de crédit émises aux clients et à des tiers. La facilité de crédit renouvelable contient des clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir certains ratios financiers (note 31). Au 30 septembre 2013, la Société respectait ces clauses restrictives.

Le 31 octobre 2013, la facilité de crédit renouvelable non garantie de 1 500 000 000 \$ a été prolongée d'un an jusqu'en décembre 2017 et peut être prolongée à nouveau tous les ans. Cet accord a été accepté par tous les prêteurs, sauf un dont l'engagement de 50 000 000 \$ arrivera à échéance à la date prévue initialement. Toutes les autres modalités, y compris les taux d'intérêt et les clauses restrictives bancaires, demeurent inchangées.

<sup>3</sup> Au 30 septembre 2013, un montant de 1 983 812 000 \$ avait été prélevé, moins les frais de financement de 9 322 000 \$. La facilité d'emprunt à terme expire progressivement en mai 2014 (486 738 000 \$), 2015 (493 998 000 \$) et 2016 (1 003 076 000 \$). La facilité d'emprunt à terme porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au taux LIBOR ou, dans une moindre mesure, au taux préférentiel du Canada majoré d'une marge variable établie d'après le ratio de levier financier de la Société. Au 30 septembre 2013, cette marge s'établissait à 2,00 % pour la tranche au taux LIBOR et au taux des acceptations bancaires et à 1,00 % pour la tranche au taux préférentiel du Canada. La facilité d'emprunt à terme contient des clauses restrictives qui obligent la Société à maintenir certains ratios financiers (note 31). Au 30 septembre 2013, la Société respectait ces clauses restrictives.

Les remboursements de capital sur la dette à long terme pour les prochains exercices se répartissent comme suit :

	\$
Moins de un an	511 949
De un an à deux ans	518 360
De deux ans à cinq ans	1 384 198
Plus de cinq ans	406 188
Total des remboursements de capital sur la dette à long terme	2 820 695

Versements minimaux en vertu des contrats de location-financement :

	Capital \$	Intérêts \$	Versement \$
Moins de un an	22 224	1 646	23 870
De un an à deux ans	23 420	1 039	24 459
De deux ans à cinq ans	21 887	583	22 470
Plus de cinq ans	397	4	401
Total des versements minimaux en vertu des contrats de location-financement	67 928	3 272	71 200

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 14. Autres passifs non courants

	Au 30 septembre 2013	Au 30 septembre 2012 (révisé – note 25)
	\$	\$
Revenus différés	225 482	314 758
Pertes estimatives sur des contrats générateurs de revenus	78 390	176 604
Passifs au titre du régime de rémunération différée (note 16)	25 253	19 724
Loyers différés	85 858	94 751
Instruments financiers dérivés (note 30)	157 110	32 848
Autres	19 670	18 436
	<b>591 763</b>	<b>657 121</b>

## 15. Impôt sur les bénéfices

	Exercices clos les 30 septembre	
	2013	2012
	\$	\$
Charge d'impôt exigible		
Charge d'impôt exigible pour l'exercice considéré	157 822	151 736
Ajustements comptabilisés au cours de l'exercice considéré au titre de la charge d'impôt des exercices antérieurs	(20 734)	1 967
Total de la charge d'impôt exigible	<b>137 088</b>	<b>153 703</b>
Charge d'impôt différé		
Charge d'impôt différé afférente à l'établissement et à la reprise de différences temporelles	35 435	(19 680)
Charge d'impôt différé afférente aux changements des taux d'imposition	27 708	-
Comptabilisation de différences temporelles non comptabilisées auparavant	(28 429)	(2 626)
Total de la charge (du recouvrement) d'impôt différé	<b>34 714</b>	<b>(22 306)</b>
Total de la charge d'impôt sur les bénéfices	<b>171 802</b>	<b>131 397</b>

Le taux d'imposition effectif de la Société sur les bénéfices tirés des activités poursuivies est différent du taux d'imposition combiné fédéral et provincial prévu par la loi au Canada, et il s'établit comme suit :

	Exercices clos les 30 septembre	
	2013	2012
	%	%
Taux d'imposition de la Société prévu par la loi	26,9	27,3
Effet des écarts des taux d'imposition étrangers	(1,5)	2,9
Entente finale avec les autorités fiscales et échéance des délais de prescription	(3,4)	(0,2)
Éléments non déductibles et exempts d'impôt	1,0	1,2
Comptabilisation de différences temporelles non comptabilisées auparavant	(4,5)	-
Incidence des frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration non déductibles	2,9	18,5
Charge d'impôt minimale	1,6	0,3
Incidence de la variation des taux d'imposition sur les actifs et passifs d'impôt différé	4,4	-
Taux d'imposition effectif	<b>27,4</b>	<b>50,0</b>

La baisse du taux d'imposition de la Société prévu par la loi s'explique par la réduction du taux d'imposition fédéral prévu par la loi, qui est passé de 15,4 % à 15,0 %.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 15. Impôt sur les bénéfices (suite)

La continuité des soldes d'impôt différé se détaille comme suit :

	Au 30 septembre 2012 (révisé)	Comptabilisé dans le bénéfice	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Comptabilisé dans les capitaux propres	Écart de conversion et autres	Au 30 septembre 2013
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Fournisseurs et autres créiteurs et autres passifs non courants	96 992	(27 724)	-	-	229	69 497
Avantages fiscaux découlant des reports en avant de pertes fiscales	289 323	(10 920)	-	-	22 133	300 536
Rémunération à payer	38 518	12 992	-	15 232	2 166	68 908
Prestations de retraite	17 448	(2 750)	7 749	-	(489)	21 958
Provision pour créances douteuses	2 046	3 228	-	-	-	5 274
Immobilisations corporelles, coûts liés à des contrats, immobilisations incorporelles et autres actifs non courants	(162 950)	17 932	-	-	(5 400)	(150 418)
Travaux en cours	(25 382)	(17 107)	-	-	(728)	(43 217)
Goodwill	(35 244)	(4 644)	-	-	(1 438)	(41 326)
Crédits d'impôt remboursables sur les salaires	(17 783)	(4 038)	-	-	-	(21 821)
Gains non réalisés découlant des couvertures de flux de trésorerie	4 379	(696)	(217)	-	707	4 173
Autres passifs	(6 110)	(987)	4 479	-	1 942	(676)
Impôt différé, montant net	201 237	(34 714)	12 011	15 232	19 122	212 888

	Au 30 septembre 2011	Ajouts – acquisition d'entreprise (note 25a)	Comptabilisé dans le bénéfice	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Comptabilisé dans les capitaux propres	Écart de conversion et autres (note 25a)	Au 30 septembre 2012 (révisé – note 25)
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Fournisseurs et autres créiteurs et autres passifs non courants	24 884	78 674	(7 473)	-	-	907	96 992
Avantages fiscaux découlant des reports en avant de pertes fiscales	7 459	268 569	8 271	-	-	5 024	289 323
Rémunération à payer	28 354	2 541	787	-	6 805	31	38 518
Prestations de retraite	-	19 387	-	(2 178)	-	239	17 448
Provision pour créances douteuses	3 255	-	(1 209)	-	-	-	2 046
Immobilisations corporelles, coûts liés à des contrats, immobilisations incorporelles et autres actifs non courants	(122 374)	(55 980)	13 769	-	-	1 635	(162 950)
Travaux en cours	(28 090)	(211)	2 921	-	-	(2)	(25 382)
Goodwill	(33 490)	-	(1 754)	-	-	-	(35 244)
Crédits d'impôt remboursables sur les salaires	(14 756)	-	(3 027)	-	-	-	(17 783)
Gains non réalisés découlant des couvertures de flux de trésorerie	(1 457)	-	3 236	2 695	-	(95)	4 379
Autres passifs	(3 297)	(10 343)	6 785	548	-	197	(6 110)
Impôt différé, montant net	(139 512)	302 637	22 306	1 065	6 805	7 936	201 237

Le tableau suivant présente les montants au titre de l'impôt différé qui sont inclus dans les bilans consolidés :

	Au 30 septembre 2013	Au 30 septembre 2012 (révisé – note 25)
	\$	\$
Actifs d'impôt différé	368 217	348 689
Passifs d'impôt différé	(155 329)	(147 452)
Impôt différé, montant net	212 888	201 237

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 15. Impôt sur les bénéfices (suite)

Au 30 septembre 2013, la Société disposait de reports prospectifs de pertes fiscales et autres différences temporelles totalisant 1 920 600 000 \$, dont une tranche de 547 100 000 \$ à des échéances diverses jusqu'en 2029 et une tranche de 1 373 500 000 \$ sans date d'échéance. La Société a comptabilisé des actifs d'impôt différé découlant de reports prospectifs de pertes et d'autres différences temporelles dans la mesure où la réalisation des avantages fiscaux connexes en fonction des renversements du passif d'impôt différé, des bénéfices imposables futurs et des stratégies de planification fiscale soit probable. La Société a comptabilisé un actif d'impôt différé de 460 800 000 \$ découlant des reports prospectifs de pertes et d'autres différences temporelles et une provision pour moins-value de 160 264 000 \$. L'actif d'impôt différé net en résultant d'un montant de 300 536 000 \$ représente le montant dont la réalisation est plus probable qu'improbable. La moins-value était surtout attribuable aux actifs d'impôt découlant de l'acquisition de Logica.

La Société n'a pas comptabilisé de passifs d'impôt différé sur les bénéfices non distribués de ses filiales à l'étranger s'ils sont considérés comme réinvestis indéfiniment, à moins qu'il soit probable que ces différences temporelles se renversent. Si ces bénéfices étaient distribués sous forme de dividendes ou autrement, la Société pourrait être assujettie à des retenues d'impôt à la source. Les différences temporelles associées aux filiales à l'étranger pour lesquelles un passif d'impôt différé n'a pas été comptabilisé s'établissent à 934 176 000 \$.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus par les filiales à l'étranger s'établissaient à 16 400 000 \$ au 30 septembre 2013. Le rapatriement de la trésorerie et des équivalents de trésorerie n'a eu aucune incidence importante sur les liquidités et les états financiers consolidés de la Société.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 16. Avantages du personnel

La Société administre divers régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en faveur de ses employés, y compris des régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies ainsi que d'autres régimes d'avantages du personnel.

### RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

La Société administre des régimes de retraite à prestations définies principalement en faveur de ses employés au Royaume-Uni et aux Pays-Bas, et des régimes moins importants dans d'autres pays comme l'Allemagne, la France, la Suède, la Norvège et la Suisse.

Les régimes les plus importants sont capitalisés généralement par les cotisations de la Société, et des employés dans certains cas, afin de constituer un fonds d'actifs distinct servant à payer les prestations versées aux employés. Les actifs des régimes et les actifs de la Société sont détenus dans des fonds distincts. Les obligations de cotisations sont évaluées par l'actuaire ou l'assureur de chaque régime, dans le cadre des examens réguliers portant sur la capitalisation. Ces régimes offrent généralement des prestations de retraite fondées sur le nombre d'années de service admissibles et sur le salaire final donnant droit à pension.

La Société administre également des régimes non capitalisés, en vertu desquels elle devra payer les prestations futures à même ses bénéfices futurs.

#### Régime de Stichting Pensioenfond CMG (Pays-Bas) – dernière évaluation actuarielle exhaustive au 31 décembre 2011

Le régime de retraite à prestations définies aux Pays-Bas a fait l'objet d'une réduction. Au 30 septembre 2013, le régime détenait un contrat d'assurance qui correspondait au montant de la majorité des prestations à verser aux membres. Le 9 octobre 2013, la Société a conclu un accord avec une société d'assurance pour couvrir les prestations résiduelles et n'est plus exposée aux risques découlant de ce régime.

#### Régime de retraite de CMG (Royaume-Uni) – dernière évaluation actuarielle exhaustive au 30 septembre 2012

Régime le plus important au Royaume-Uni, le régime de retraite de CMG (Royaume-Uni) a fait l'objet d'une réduction et, selon la dernière évaluation aux fins de la capitalisation effectuée le 30 septembre 2011, il présentait un déficit de 78 702 000 \$. La Société a convenu d'un plan de reprise révisé avec les fiduciaires et paiera un montant annuel de 13 311 000 \$ sur une période de cinq ans et neuf mois du 1<sup>er</sup> juillet 2011 au 31 mars 2017, représentant les cotisations au titre des charges et des insuffisances de fonds.

La Société s'attend à cotiser 21 020 000 \$ aux régimes à prestations définies au cours du prochain exercice, dont 16 205 000 \$ aux régimes du Royaume-Uni et 4 815 000 \$ à d'autres régimes. Les cotisations ont trait aux prestations à l'égard de services additionnels rendus et au recouvrement du déficit.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 16. Avantages du personnel (suite)

### RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES (SUITE)

Le tableau suivant présente les montants au titre des régimes d'avantages postérieurs au départ à la retraite et des régimes complémentaires de retraite qui sont inclus dans les bilans consolidés :

Au 30 septembre 2013	Royaume-Uni	Pays-Bas	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$
Obligations au titre des prestations définies	(521 505)	(366 533)	(162 875)	(1 050 913)
Juste valeur des actifs de régimes	491 717	364 848	50 428	906 993
	(29 788)	(1 685)	(112 447)	(143 920)
Juste valeur des droits à remboursement	-	-	20 856	20 856
Passif net comptabilisé dans le bilan	(29 788)	(1 685)	(91 591)	(123 064)
Présenté à titre de :				
Autres actifs non courants (note 10)				
Contrats d'assurance souscrits pour capitaliser des régimes à prestations définies et des contrats d'assurance-vie	-	-	20 856	20 856
Actifs au titre des prestations de retraite	8 813	-	362	9 175
Obligations au titre des prestations de retraite	(38 601)	(1 685)	(112 809)	(153 095)
	(29 788)	(1 685)	(91 591)	(123 064)

Au 30 septembre 2012	Royaume-Uni	Pays-Bas	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$
Obligations au titre des prestations définies	(437 585)	(326 620)	(150 827)	(915 032)
Juste valeur des actifs de régimes	433 727	326 793	45 599	806 119
	(3 858)	173	(105 228)	(108 913)
Juste valeur des droits à remboursement	-	-	19 122	19 122
(Passif)/actif net comptabilisé dans le bilan	(3 858)	173	(86 106)	(89 791)
Présenté à titre de :				
Autres actifs non courants (note 10)				
Contrats d'assurance souscrits pour capitaliser des régimes à prestations définies et des contrats d'assurance-vie	-	-	19 122	19 122
Actifs au titre des prestations de retraite	8 790	375	-	9 165
Obligations au titre des prestations de retraite	(12 648)	(202)	(105 228)	(118 078)
	(3 858)	173	(86 106)	(89 791)

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 16. Avantages du personnel (suite)

### RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES (SUITE)

Le tableau suivant présente un rapprochement des variations de l'obligation au titre des prestations définies entre le début et la fin de l'exercice, et une analyse de l'obligation au titre des prestations définies pour les régimes non capitalisés et ceux qui sont partiellement ou totalement capitalisés :

Obligations au titre des prestations définies	Royaume-Uni	Pays-Bas	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$
Au 30 septembre 2012	437 585	326 620	150 827	915 032
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 096	-	7 425	8 521
Charge d'intérêts	20 335	12 543	5 489	38 367
Gain de réduction	-	-	(4 371)	(4 371)
Pertes (gains) actuariel(le)s <sup>1</sup>	53 377	2 439	(3 179)	52 637
Indemnités de fin de contrat de travail	310	-	-	310
Cotisations des adhérents au régime	271	-	288	559
Prestations payées dans le cadre du régime	(13 509)	(8 025)	(3 547)	(25 081)
Prestations payées directement par l'employeur	-	-	(2 581)	(2 581)
Écart de conversion	22 040	32 956	12 524	67 520
<b>Au 30 septembre 2013</b>	<b>521 505</b>	<b>366 533</b>	<b>162 875</b>	<b>1 050 913</b>
Obligation au titre des prestations définies des régimes non capitalisés	-	-	41 272	41 272
Obligation au titre des prestations définies des régimes capitalisés	521 505	366 533	121 603	1 009 641
<b>Au 30 septembre 2013</b>	<b>521 505</b>	<b>366 533</b>	<b>162 875</b>	<b>1 050 913</b>

Obligations au titre des prestations définies	Royaume-Uni	Pays-Bas	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$
Au 30 septembre 2011	-	-	7 035	7 035
Passifs pris en charge dans le cadre d'une acquisition d'entreprise	436 695	304 686	134 780	876 161
Coût des services rendus au cours de l'exercice	140	-	643	783
Charge d'intérêts	2 267	1 289	880	4 436
(Gains) pertes actuariel(le)s <sup>1</sup>	(10 615)	10 214	3 660	3 259
Indemnités de fin de contrat de travail	95	-	-	95
Cotisations des adhérents au régime	38	-	32	70
Prestations payées dans le cadre du régime	(421)	(687)	(410)	(1 518)
Prestations payées directement par l'employeur	-	-	(160)	(160)
Écart de conversion	9 386	11 118	4 367	24 871
Au 30 septembre 2012	437 585	326 620	150 827	915 032
Obligation au titre des prestations définies des régimes non capitalisés	-	-	39 548	39 548
Obligation au titre des prestations définies des régimes capitalisés	437 585	326 620	111 279	875 484
Au 30 septembre 2012	437 585	326 620	150 827	915 032

<sup>1</sup> Montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 16. Avantages du personnel (suite)

### RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES (SUITE)

Le tableau suivant présente un rapprochement des variations des actifs des régimes et des droits à remboursement entre le début et la fin de l'exercice :

Actifs des régimes et droits à remboursement	Royaume-Uni	Pays-Bas	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$
Au 30 septembre 2012	433 727	326 793	64 721	825 241
Rendement attendu des actifs	18 885	12 559	2 518	33 962
Cotisations de l'employeur	16 937	-	5 664	22 601
Gains (pertes) actuariel(le)s <sup>1</sup>	13 885	562	(404)	14 043
Cotisations des adhérents au régime	271	-	288	559
Prestations payées dans le cadre du régime	(13 509)	(8 025)	(4 132)	(25 666)
Prestations payées directement par l'employeur	-	-	(2 581)	(2 581)
Écart de conversion	21 521	32 959	5 210	59 690
<b>Au 30 septembre 2013</b>	<b>491 717</b>	<b>364 848</b>	<b>71 284</b>	<b>927 849</b>
Actifs des régimes	491 717	364 848	50 428	906 993
Droits à remboursement	-	-	20 856	20 856
<b>Au 30 septembre 2013</b>	<b>491 717</b>	<b>364 848</b>	<b>71 284</b>	<b>927 849</b>

Actifs des régimes et droits à remboursement	Royaume-Uni	Pays-Bas	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$
Au 30 septembre 2011	-	-	-	-
Actifs acquis dans le cadre d'une acquisition d'entreprise	423 111	304 944	61 263	789 318
Rendement attendu des actifs	2 196	1 291	246	3 733
Cotisations de l'employeur	233	-	649	882
(Pertes) gains actuariel(le)s <sup>1</sup>	(594)	10 119	1 122	10 647
Cotisations des adhérents au régime	38	-	32	70
Prestations payées dans le cadre du régime	(421)	(687)	(482)	(1 590)
Prestations payées directement par l'employeur	-	-	(160)	(160)
Écart de conversion	9 164	11 126	2 051	22 341
<b>Au 30 septembre 2012</b>	<b>433 727</b>	<b>326 793</b>	<b>64 721</b>	<b>825 241</b>
Actifs des régimes	433 727	326 793	45 599	806 119
Droits à remboursement	-	-	19 122	19 122
<b>Au 30 septembre 2012</b>	<b>433 727</b>	<b>326 793</b>	<b>64 721</b>	<b>825 241</b>

<sup>1</sup> Montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.



# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 16. Avantages du personnel (suite)

### RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES (SUITE)

Les actifs des régimes à la fin de l'exercice se composaient de ce qui suit :

Au 30 septembre 2013	Royaume-Uni	Pays-Bas	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$
Actions	181 463	-	2 214	183 677
Obligations	283 186	-	20 805	303 991
Biens immobiliers	23 529	-	4 936	28 465
Trésorerie	3 539	2 435	513	6 487
Autres <sup>1</sup>	-	362 413	21 960	384 373
	491 717	364 848	50 428	906 993

Au 30 septembre 2012	Royaume-Uni	Pays-Bas	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$
Actions	141 402	-	2 465	143 867
Obligations	262 845	-	20 065	282 910
Biens immobiliers	21 398	-	4 930	26 328
Trésorerie	8 082	2 733	2 263	13 078
Autres <sup>1</sup>	-	324 060	15 876	339 936
	433 727	326 793	45 599	806 119

<sup>1</sup> Se compose principalement de divers contrats d'assurance qui couvrent des obligations au titre des prestations définies.

Les actifs des régimes ne comprennent pas les actions ordinaires de la Société, les biens immobiliers occupés par celle-ci ou tout autre actif utilisé par la Société.

Le tableau suivant présente la charge comptabilisée dans les états consolidés du résultat :

	Exercices clos les 30 septembre	
	2013	2012
	\$	\$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	8 521	783
Gain de réduction	(4 371)	-
Indemnités de fin de contrat de travail	310	95
Charge d'intérêts	38 367	4 436
Rendement attendu des actifs des régimes et droits à remboursement <sup>1</sup>	(33 962)	(3 733)
	8 865 <sup>2</sup>	1 581 <sup>2</sup>

<sup>1</sup> Le rendement réel des actifs des régimes et droits à remboursement était de 48 005 000 \$ (14 380 000 \$ pour l'exercice clos le 30 septembre 2012).

<sup>2</sup> La charge a été comptabilisée à titre de coûts des services et frais de vente et d'administration et de charges financières pour un montant totalisant respectivement 5 981 000 \$ et 4 405 000 \$ (respectivement 878 000 \$ et 703 000 \$ pour l'exercice clos le 30 septembre 2012), un gain de réduction de 1 521 000 \$ ayant été comptabilisé dans les frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration (néant pour l'exercice clos le 30 septembre 2012) (note 25b).

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 16. Avantages du personnel (suite)

### RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES (SUITE)

#### Hypothèses actuarielles

Le tableau suivant présente les principales hypothèses actuarielles (moyennes pondérées) à la date de présentation de l'information financière. Le taux d'actualisation, le rendement attendu des actifs du régime, le taux d'inflation, les augmentations salariales et de prestations futures et les taux de mortalité présumés ont tous une incidence importante sur l'évaluation comptable.

Au 30 septembre 2013	Royaume-Uni	Pays-Bas	Autres	Total
	%	%	%	%
Taux d'actualisation	4,40	3,60	3,84	4,03
Rendement attendu des actifs des régimes	5,05	3,60	4,32	4,43
Augmentations salariales futures	3,35	-	-	-
Augmentations des prestations futures	3,19	-	-	-
Inflation	3,35	2,00	2,20	2,72

Au 30 septembre 2012	Royaume-Uni	Pays-Bas	Autres	Total
	%	%	%	%
Taux d'actualisation	4,55	3,55	3,35	4,00
Rendement attendu des actifs des régimes	4,55	3,55	3,26	4,07
Augmentations salariales futures	2,60	-	-	-
Augmentations des prestations futures	2,57	-	-	-
Inflation	2,60	2,00	2,10	2,31

Les hypothèses à l'égard des statistiques futures de mortalité sont établies d'après des conseils actuariels qui tiennent compte des statistiques et des résultats techniques publiés dans chaque territoire. Les hypothèses relatives à la mortalité pour les principaux pays reposent sur les tables de mortalité après le départ à la retraite suivantes : 1) au Royaume-Uni, 110 % selon le PNXA00 (année de naissance), plus les projections du modèle CMI\_2011 avec un taux d'amélioration annuel à long terme d'au moins 1 %; et 2) aux Pays-Bas, la AG Generation 2012-2062 avec un décalage d'âge de 1 an.

Le rendement global attendu des actifs des régimes est calculé comme une moyenne pondérée des taux de rendement attendus de chaque catégorie d'actifs. La moyenne pondérée est calculée en fonction du montant dans chaque catégorie d'actifs des régimes à la fin de la période de présentation de l'information financière. Le rendement attendu des obligations est déterminé par référence aux taux de rendement, à la fin de la période de présentation de l'information financière, du marché des obligations comportant une durée similaire à celle des actifs des régimes. Le rendement prévu des actions est déterminé par référence au rendement historique réel du marché des actions.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 16. Avantages du personnel (suite)

### RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES (SUITE)

#### Hypothèses actuarielles (suite)

Le tableau suivant présente la sensibilité des obligations au titre des prestations définies aux changements à ces hypothèses :

Au 30 septembre 2013	Royaume-Uni	Pays-Bas	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$
Augmentation de 0,25 % du taux d'actualisation	(21 118)	(14 367)	(5 539)	(41 024)
Diminution de 0,25 % du taux d'actualisation	23 052	15 235	5 770	44 057
Augmentation de 0,25 % de l'inflation	16 235	-	1 438	17 673
Diminution de 0,25 % de l'inflation	(14 107)	-	(625)	(14 732)
Augmentation de un an de l'espérance de vie	10 504	8 747	2 204	21 455
Diminution de un an de l'espérance de vie	(10 626)	(8 973)	(2 650)	(22 249)

Au 30 septembre 2012	Royaume-Uni	Pays-Bas	Autres	Total
	\$	\$	\$	\$
Augmentation de 0,25 % du taux d'actualisation	(18 043)	(14 154)	(5 200)	(37 397)
Diminution de 0,25 % du taux d'actualisation	19 424	13 599	5 195	38 218
Augmentation de 0,25 % de l'inflation	13 698	-	778	14 476
Diminution de 0,25 % de l'inflation	(11 902)	-	(830)	(12 732)
Augmentation de un an de l'espérance de vie	8 901	6 855	2 222	17 978
Diminution de un an de l'espérance de vie	(9 004)	(7 018)	(2 184)	(18 206)

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 16. Avantages du personnel (suite)

### RÉGIMES À COTISATIONS DÉFINIES

La Société administre également des régimes de retraite à cotisations définies. Dans certains pays, les cotisations sont versées dans les régimes de retraite gouvernementaux. La charge au titre des régimes de retraite à cotisations définies s'est élevée à 207 616 000 \$ en 2013 (45 194 000 \$ en 2012).

De plus, en Suède, la Société cotise au régime de retraite d'Alecta SE, lequel est un régime à prestations définies. Ce régime de retraite est classé comme un régime à cotisations définies puisqu'il s'agit d'un régime multiemployeurs. Tout excédent ou déficit du régime touchera le montant des cotisations futures à payer. Alecta utilise un ratio de capitalisation collectif pour déterminer l'excédent ou le déficit du régime de retraite. La capitalisation collective représente l'écart entre les actifs d'Alecta et les engagements envers les titulaires de polices et les personnes assurées. La solvabilité collective peut généralement varier entre 125 % et 155 % avec une cible de 140 %. Au 30 septembre 2013, le ratio de capitalisation collectif d'Alecta s'établissait à 145 %. La charge au titre du régime s'est élevée à 38 598 000 \$ en 2013 (3 450 000 \$ en 2012).

### AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société maintient deux régimes de rémunération différée non admissibles pour certains membres de la direction aux États-Unis. L'un de ces deux régimes est un régime sans capitalisation, et le passif au titre de la rémunération différée non admissible totalisait 501 000 \$ au 30 septembre 2013 (846 000 \$ au 30 septembre 2012). L'autre régime représente un régime par capitalisation pour lequel une fiducie a été établie afin que les actifs du régime soient distincts; cependant, dans le cas d'une faillite, les actifs sont sous réserve des droits des créanciers ordinaires de la Société. Ces actifs, composés de placements, changent de valeur selon les cotisations des employés et les variations de valeur des placements. Le changement de la valeur du passif lié au régime est égal au changement de la valeur des actifs. Les actifs de la fiducie ainsi que les passifs connexes totalisaient 24 752 000 \$ au 30 septembre 2013 (18 878 000 \$ au 30 septembre 2012).

Les actifs et les passifs des régimes de rémunération différée sont présentés respectivement dans les autres actifs non courants et dans les autres passifs non courants.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 17. Cumul des autres éléments du résultat global

	Au 30 septembre 2013	Au 30 septembre 2012 (révisé – note 25)
	\$	\$
Gains nets (pertes nettes) non réalisés découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger, déduction faite d'une charge d'impôt sur les bénéfices cumulée de 18 818 \$ au 30 septembre 2013 (déduction faite d'une charge d'impôt sur les bénéfices cumulée de 330 \$ au 30 septembre 2012)	290 410	(7 351)
(Pertes nettes) gains nets non réalisés sur les instruments financiers dérivés ainsi que découlant de la conversion de la dette à long terme désignés comme couvertures des investissements nets dans des établissements à l'étranger, déduction faite d'un recouvrement d'impôt sur les bénéfices cumulé de 21 349 \$ au 30 septembre 2013 (déduction faite d'une charge d'impôt sur les bénéfices cumulée de 959 \$ au 30 septembre 2012)	(137 714)	6 071
Pertes nettes non réalisées sur les couvertures de flux de trésorerie, déduction faite d'un recouvrement d'impôt sur les bénéfices cumulé de 3 085 \$ au 30 septembre 2013 (de 3 302 \$ au 30 septembre 2012)	(6 209)	(6 343)
(Pertes actuarielles nettes) gains actuariels nets non réalisés, déduction faite d'un recouvrement d'impôt sur les bénéfices cumulé de 5 788 \$ au 30 septembre 2013 (déduction faite d'une charge d'impôt sur les bénéfices cumulée de 1 961 \$ au 30 septembre 2012)	(26 267)	4 578
Gains nets non réalisés sur les placements disponibles à la vente, déduction faite d'une charge d'impôt sur les bénéfices cumulée de 617 \$ au 30 septembre 2013 (de 1 276 \$ au 30 septembre 2012)	1 635	3 339
	121 855	294

Pour l'exercice clos le 30 septembre 2013, des pertes nettes non réalisées de 1 967 000 \$, auparavant classées dans les autres éléments du résultat global, déduction faite d'un recouvrement d'impôt sur les bénéfices de 1 601 000 \$, ont été reclassées au bénéfice net au titre des dérivés qui ont été désignés comme couvertures de flux de trésorerie (gains nets non réalisés de 794 000 \$, déduction faite d'un recouvrement d'impôt sur les bénéfices de 277 000 \$, pour l'exercice clos le 30 septembre 2012).

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 18. Capital-actions

Autorisé, nombre illimité d'actions sans valeur nominale :

Actions privilégiées de premier rang, comportant un droit de vote par action, ayant priorité de rang quant au versement de dividendes sur les actions privilégiées de second rang, sur les actions subalternes classe A et sur les actions classe B;

Actions privilégiées de second rang, sans droit de vote, ayant priorité de rang quant au versement de dividendes sur les actions subalternes classe A et les actions classe B;

Actions subalternes classe A, comportant un droit de vote par action, de même rang que les actions classe B quant au versement de dividendes et convertibles en actions classe B, sous réserve de certaines conditions, dans l'éventualité où certaines offres d'achat visant les actions classe B se concrétisent;

Actions classe B, comportant dix droits de vote par action, de même rang que les actions subalternes classe A quant au versement de dividendes, convertibles en tout temps au gré du détenteur en actions subalternes classe A.

Au cours des exercices 2013 et 2012, les actions subalternes classe A et les actions classe B ont évolué comme suit :

	Actions subalternes classe A		Actions classe B		Total	
	Nombre	Valeur comptable	Nombre	Valeur comptable	Nombre	Valeur comptable
		\$		\$		\$
Au 31 septembre 2011	227 055 040	1 131 672	33 608 159	46 887	260 663 199	1 178 559
Émises lors du financement d'acquisition d'entreprise, déduction faite des coûts de transaction	46 707 146	999 178	-	-	46 707 146	999 178
Émises par suite de l'exercice d'options sur actions <sup>1</sup>	5 376 920	64 033	-	-	5 376 920	64 033
Rachetées et annulées <sup>2</sup>	(5 368 000)	(26 942)	-	-	(5 368 000)	(26 942)
Achetées et détenues en fiducie <sup>3</sup>	-	(14 252)	-	-	-	(14 252)
Vente d'actions détenues en fiducie <sup>3</sup>	-	1 118	-	-	-	1 118
Au 30 septembre 2012	273 771 106	2 154 807	33 608 159	46 887	307 379 265	2 201 694
Émises par suite de l'exercice d'options sur actions <sup>1</sup>	3 765 982	51 971	-	-	3 765 982	51 971
Rachetées et annulées <sup>2</sup>	(723 100)	(5 780)	-	-	(723 100)	(5 780)
Achetées et détenues en fiducie <sup>3</sup>	-	(7 663)	-	-	-	(7 663)
UAR exercées <sup>3</sup>	-	272	-	-	-	272
Conversion d'actions <sup>4</sup>	335 392	468	(335 392)	(468)	-	-
<b>Au 30 septembre 2013</b>	<b>277 149 380</b>	<b>2 194 075</b>	<b>33 272 767</b>	<b>46 419</b>	<b>310 422 147</b>	<b>2 240 494</b>

<sup>1</sup> La valeur comptable des actions subalternes classe A comprend un montant de 12 531 000 \$ (16 010 000 \$ en 2012) qui correspond à une réduction du surplus d'apport et qui représente la valeur du coût cumulé des rémunérations fondées sur des actions liées aux options sur actions exercées au cours de l'exercice.

<sup>2</sup> Le 30 janvier 2013, le conseil d'administration de la Société a approuvé le renouvellement de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société permettant à celle-ci de racheter sur le marché libre, aux fins d'annulation, jusqu'à 20 685 976 actions subalternes classe A au cours de l'exercice suivant (22 064 163 en 2012) par l'entremise de la Bourse de Toronto. Les actions subalternes classe A pouvaient être rachetées dès le 11 février 2013 jusqu'au 10 février 2014 au plus tard, ou plus tôt si la Société avait procédé au rachat de toutes les actions visées par l'offre publique de rachat ou avait décidé d'y mettre fin. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2013, la Société a racheté 723 100 actions subalternes classe A (5 368 000 en 2012) pour une contrepartie en trésorerie de 22 869 000 \$ (102 845 000 \$ en 2012). L'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable, de l'ordre de 17 089 000 \$ (75 903 000 \$ en 2012), a été imputé aux bénéfices non distribués.

<sup>3</sup> Le fiduciaire, conformément aux modalités du régime d'UAR et d'un contrat de fiducie, a acheté sur le marché libre 336 849 actions subalternes classe A de la Société en contrepartie de 7 663 000 \$ au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2013 (761 358 actions subalternes classe A en contrepartie de 14 252 000 \$ au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2012). De plus, au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2013, un total de 14 020 UAR ont été exercées, dont la juste valeur comptabilisée de 217 000 \$ a été retirée du surplus d'apport. L'excédent de la valeur comptable moyenne sur la juste valeur comptabilisée, de l'ordre de 55 000 \$, a été retiré du surplus d'apport. Au 30 septembre 2013, 1 186 695 actions subalternes classe A étaient détenues en fiducie en vertu du régime d'UAR (863 866 au 30 septembre 2012) (note 19b).

<sup>4</sup> Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2013, un actionnaire a converti 335 392 actions classe B en 335 392 actions subalternes classe A.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 19. Paiements fondés sur des actions

### a) Options sur actions

En vertu du régime d'options sur actions de la Société, le conseil d'administration peut, à son gré, attribuer à certains employés, dirigeants, administrateurs et consultants de la Société et de ses filiales des options sur actions leur permettant d'acquérir des actions subalternes classe A de la Société. Le prix d'exercice est déterminé par le conseil d'administration et est égal au cours de clôture des actions subalternes classe A à la Bourse de Toronto le jour précédant la date d'attribution. Les droits rattachés aux options sur actions deviennent généralement acquis sur une période de quatre ans après la date d'attribution, sous réserve de l'atteinte d'objectifs, et les options sur actions doivent être exercées dans un délai de dix ans, sauf en cas de départ à la retraite, de cessation d'emploi ou de décès. Au 30 septembre 2013, 37 115 627 actions subalternes classe A étaient réservées pour émission en vertu du régime d'options sur actions.

Le tableau suivant présente des renseignements relatifs à toutes les options sur actions en cours attribuées par la Société :

	2013		2012	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré par action	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré par action
		\$		\$
En cours au début de l'exercice	18 617 230	12,69	24 163 317	11,42
Attribuées	7 196 903	23,89	2 551 547	19,74
Exercées	(3 765 982)	10,47	(5 376 920)	8,93
Éteintes	(1 825 447)	19,77	(2 720 714)	15,47
Échues	(13 135)	11,42	-	-
En cours à la fin de l'exercice	20 209 569	16,45	18 617 230	12,69
Pouvant être exercées à la fin de l'exercice	10 955 235	11,70	12 079 231	10,69

Le prix moyen pondéré des actions à la date d'exercice des options sur actions exercées en 2013 s'établissait à 29,47 \$ (22,46 \$ en 2012).

Le tableau suivant résume l'information sur les options sur actions en cours octroyées par la Société au 30 septembre 2013 :

			Options en cours		Options pouvant être exercées	
	Fourchette des prix d'exercice	Nombre d'options	Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
	\$			\$		\$
	6,69 à 7,81	818 879	3,06	7,69	818 879	7,69
	8,00 à 8,55	1 070 895	1,59	8,53	1 070 895	8,53
	9,05 à 9,43	2 229 726	5,00	9,31	2 229 726	9,31
	10,05 à 11,80	1 605 616	4,03	11,37	1 605 616	11,37
	12,54 à 13,26	3 177 721	5,99	12,55	3 177 721	12,55
	14,48 à 15,96	3 317 208	7,00	15,48	1 687 459	15,48
	19,28 à 22,52	987 510	8,00	19,77	296 954	19,86
	23,65 à 32,57	7 002 014	9,22	23,89	67 985	26,39
		20 209 569	6,76	16,45	10 955 235	11,70

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 19. Paiements fondés sur des actions (suite)

### a) Options sur actions (suite)

La juste valeur des options sur actions attribuées au cours de la période et les hypothèses utilisées aux fins du calcul de leur juste valeur à la date d'attribution en utilisant le modèle d'évaluation du prix des options de Black et Scholes sont comme suit :

	Exercices clos les 30 septembre	
	2013	2012
Hypothèses moyennes pondérées		
Juste valeur à la date d'attribution (\$)	4,98	4,67
Rendement de l'action (%)	0,00	0,00
Volatilité prévue (%) <sup>1</sup>	23,67	27,63
Taux d'intérêt sans risque (%)	1,29	1,20
Durée prévue (en années)	4,00	4,00
Prix d'exercice (\$)	23,89	19,74
Cours de l'action (\$)	23,89	19,74

<sup>1</sup> La volatilité prévue a été établie selon les formules statistiques et l'historique hebdomadaire moyen des prix de clôture quotidiens sur la période de la durée de vie prévue de l'option.

### b) Unités d'actions liées au rendement

En vertu du régime d'UAR, le conseil d'administration peut attribuer aux cadres supérieurs et à d'autres employés clés (« participants ») des UAR qui leur donnent droit à une action subalterne classe A pour chaque UAR. Les conditions liées à l'acquisition des droits et au rendement sont établies par le conseil d'administration à la date d'attribution. Les UAR expirent le 31 décembre de la troisième année civile suivant la fin de l'exercice au cours duquel l'attribution a été effectuée, sauf en cas de départ à la retraite, de cessation d'emploi ou de décès. Les droits rattachés aux UAR attribuées s'acquièrent annuellement sur une période de quatre ans à partir de la date d'attribution, sous réserve de l'atteinte d'objectifs.

Les actions subalternes classe A achetées dans le cadre du régime d'UAR sont détenues en fiducie à l'intention des participants. La fiducie considérée comme une entité ad hoc est consolidée dans les états financiers consolidés de la Société, et le coût des actions achetées est comptabilisé en réduction du capital-actions (note 18).

Le tableau suivant présente des renseignements relatifs au nombre d'UAR en cours attribuées par la Société :

En cours au 30 septembre 2011	164 012
Attribuées <sup>1</sup>	761 358
Éteintes	(61 504)
En cours au 30 septembre 2012	863 866
Attribuées <sup>1</sup>	805 921
Exercées	(14 020)
Éteintes	(469 072)
<b>En cours au 30 septembre 2013</b>	<b>1 186 695</b>

<sup>1</sup> Les UAR attribuées au cours de la période étaient assorties d'une juste valeur à la date d'attribution de 23,65 \$ par unité en 2013 (19,71 \$ en 2012).

### c) Charges au titre des paiements fondés sur des actions

La charge au titre des paiements fondés sur des actions comptabilisée dans les coûts des services et frais de vente et d'administration est la suivante :

	Exercices clos les 30 septembre	
	2013	2012
	\$	\$
Options sur actions	19 631	9 310
UAR	11 642	3 210
	<b>31 273</b>	<b>12 520</b>



# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 20. Bénéfice par action

Le tableau suivant présente le calcul du bénéfice de base et dilué par action pour les exercices clos les 30 septembre :

	2013		2012	
	Bénéfice net	Nombre moyen pondéré d'actions en circulation <sup>1</sup>	Bénéfice net	Nombre moyen pondéré d'actions en circulation <sup>1</sup>
	\$		\$	
De base	455 820	307 900 034	131 529	263 431 660
Options sur actions et UAR dilutives <sup>2</sup>		9 074 145		10 212 342
	455 820	316 974 179	131 529	273 644 002
		1,48		0,48

<sup>1</sup> Les 723 100 actions subalternes classe A rachetées et les 1 186 695 actions subalternes classe A détenues en fiducie au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2013 (respectivement 5 368 000 et 863 866 au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2012) ont été exclues du calcul du nombre moyen pondéré d'actions en circulation à compter de la date de la transaction.

<sup>2</sup> Le calcul du résultat dilué par action exclut 19 994 options sur actions pour l'exercice clos le 30 septembre 2013 (2 400 489 pour l'exercice clos le 30 septembre 2012) puisqu'elles étaient antidilutives.

## 21. Contrats de construction en cours

Les revenus tirés des accords d'intégration de systèmes et de services-conseils dans le cadre d'accords à prix fixe dont le résultat peut être estimé de façon fiable sont comptabilisés selon la méthode du pourcentage d'avancement au cours des périodes où les services sont fournis. La Société utilise les coûts de la main-d'œuvre ou le nombre d'heures de travail pour mesurer le pourcentage d'avancement des travaux. Lorsque le résultat d'un accord ne peut être estimé de façon fiable, les revenus ne doivent être comptabilisés qu'à hauteur des coûts engagés qui devraient être recouverts.

L'excédent des montants comptabilisés à titre de revenus sur les montants facturés est classé dans les travaux en cours. Les montants perçus avant la livraison des biens ou la prestation des services sont classés dans les revenus différés.

Le statut des contrats de construction en cours de la Société à la fin de la période de présentation de l'information financière était le suivant :

	Au 30 septembre 2013	Au 30 septembre 2012
	\$	\$
Comptabilisés à titre de :		
Revenus de l'exercice	1 634 739	637 764
Comptabilisés à titre de :		
Montants à recevoir des clients aux termes de contrats de construction <sup>1</sup>	311 733	366 398
Montants à payer aux clients aux termes de contrats de construction	(209 890)	(206 235)

<sup>1</sup> Au 30 septembre 2013, les retenues détenues par des clients pour les travaux sous contrat en cours s'élevaient à 38 133 000 \$ (21 402 000 \$ au 30 septembre 2012).

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 22. Coûts des services et frais de vente et d'administration

	Exercices clos les 30 septembre	
	2013	2012
	\$	\$
Salaires et autres coûts liés aux membres <sup>1</sup>	5 954 032	2 771 802
Coûts liés au matériel informatique, aux logiciels et aux centres de traitement des données	864 687	400 015
Honoraires professionnels et autres coûts liés à la main-d'œuvre contractuelle	1 311 323	592 374
Coûts immobiliers	410 197	204 944
Amortissement (note 23)	416 889	220 054
Autres charges opérationnelles	55 182	37 670
	<b>9 012 310</b>	<b>4 226 859</b>

<sup>1</sup> Déduction faite des crédits d'impôt de 95 911 000 \$ en 2013 (98 750 000 \$ en 2012).

## 23. Amortissement

	Exercices clos les 30 septembre	
	2013	2012
	\$	\$
Amortissement des immobilisations corporelles <sup>1</sup>	175 687	93 053
Amortissement des immobilisations incorporelles	185 309	99 674
Amortissement des coûts liés à des contrats relativement aux coûts de transition	55 893	27 327
Inclus dans les coûts des services et frais de vente et d'administration (note 22)	416 889	220 054
Amortissement des coûts liés à des contrats relativement aux incitatifs (présentés à titre de réduction des revenus)	8 151	8 723
Amortissement des logiciels pour utilisation interne (comptabilisé dans les frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration) (note 25b)	8 672	-
Amortissement des frais de financement différés (présenté dans les charges financières)	1 186	1 211
Amortissement des primes et escomptes sur les placements liés aux fonds détenus pour des clients (présenté sur la base du montant net à titre de réduction des revenus)	1 046	1 371
Amortissement des primes et escomptes sur les placements non courants (présenté sur la base du montant net à titre de charges financières)	-	39
	<b>435 944</b>	<b>231 398</b>

<sup>1</sup> L'amortissement des immobilisations corporelles acquises aux termes de contrats de location-financement s'est élevé à 21 102 000 \$ en 2013 (20 799 000 \$ en 2012).

## 24. Charges financières

	Exercices clos les 30 septembre	
	2013	2012
	\$	\$
Intérêts sur la dette à long terme	104 502	40 853
Charges financières nettes liées aux régimes à prestations définies (note 16)	4 405	703
Autres charges financières	5 024	543
	<b>113 931</b>	<b>42 099</b>

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 25. Investissements dans les filiales

### TRANSACTIONS RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2013

Il n'y a eu aucune acquisition ou cession importante au cours de l'exercice 2013.

### TRANSACTIONS RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2012

#### a) Modifications à la répartition du prix d'acquisition

Le 20 août 2012, la Société a fait l'acquisition de la totalité des actions ordinaires en circulation de Logica, société de services aux entreprises et de services technologiques, moyennant une contrepartie en trésorerie totalisant 2 682 380 000 \$ et la prise en charge de la dette nette de Logica de 866 658 000 \$. L'acquisition et le remboursement de la dette de Logica prise en charge ont été financés grâce à l'émission de 46 707 146 nouvelles actions subalternes classe A avec droit de vote au prix de 21,41 \$, pour une contrepartie totalisant 1 000 000 000 \$ et aux termes d'une entente d'emprunt à terme de 1 933 858 000 \$. Le reste du financement a été prélevé sur la facilité de crédit existante et la trésorerie de la Société.

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2013, la Société a terminé la répartition du prix d'acquisition et a révisé de manière rétrospective l'incidence des modifications qui ont été apportées à la répartition du prix d'acquisition.

	Répartition du prix d'acquisition, comme présenté initialement	Ajustements et reclassements	Répartition définitive du prix d'acquisition
	\$	\$	\$
<b>Actifs</b>			
Actifs courants <sup>1</sup>	1 374 838	(72 333)	1 302 505
Immobilisations corporelles	250 808	(19 169)	231 639
Coûts liés à des contrats	71 697	948	72 645
Immobilisations incorporelles	603 683	(68 620)	535 063
Autres actifs non courants	87 789	(1 667)	86 122
Actifs d'impôt différé	197 210	126 571	323 781
Goodwill	3 276 172	265 324	3 541 496
	5 862 197	231 054	6 093 251
<b>Passifs</b>			
Passifs courants	(1 546 273)	(285 657)	(1 831 930)
Dette <sup>2</sup>	(808 775)	-	(808 775)
Passifs d'impôt différé	(43 616)	22 472	(21 144)
Provisions non courantes	(182 880)	86 570	(96 310)
Obligations au titre des prestations de retraite	(113 526)	-	(113 526)
Autres passifs non courants	(426 864)	(54 439)	(481 303)
	(3 121 934)	(231 054)	(3 352 988)
Découvert bancaire pris en charge, montant net	(57 883)	-	(57 883)
Actifs nets acquis	2 682 380	-	2 682 380
Contrepartie en trésorerie	2 676 912		2 676 912
Contrepartie à payer <sup>3</sup>	5 468		5 468

<sup>1</sup> Les actifs courants comprennent les créances clients d'une juste valeur de 866 816 000 \$, qui se rapproche du montant brut à payer aux termes des contrats.

<sup>2</sup> La juste valeur de la dette prise en charge dans le cadre d'une acquisition d'entreprise au 30 août 2012 était de 808 775 000 \$. En 2012, la Société a remboursé 891 354 000 \$ au titre de la dette de Logica, déduction faite du règlement de contrats de change à terme de 50 171 000 \$, ce qui a donné lieu à une perte de 83 632 000 \$ qui a été comptabilisée dans les frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration.

<sup>3</sup> Payée au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2013.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 25. Investissements dans les filiales (suite)

### TRANSACTIONS RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2012 (SUITE)

#### a) Modifications à la répartition du prix d'acquisition (suite)

#### INCIDENCE SUR LE BILAN CONSOLIDÉ AU 30 SEPTEMBRE 2012

Le tableau suivant présente le bilan consolidé révisé au 30 septembre 2012 reflétant les ajustements à la répartition définitive du prix d'acquisition et les reclassements additionnels connexes appliqués au bilan consolidé au 30 septembre 2012. Les ajustements et leur incidence pour l'exercice clos le 30 septembre 2012 sont présentés plus en détail ci-après.

	Comme présenté initialement		Ajustements et reclassements	Écarts de conversion sur les ajustements	Révisé
	\$		\$	\$	\$
<b>Actif</b>					
Actifs courants					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	113 103		-	-	113 103
Placements courants	14 459		-	-	14 459
Créances clients	1 446 149	A	(32 273)	(941)	1 412 935
Travaux en cours	744 482	A	(45 819)	(1 531)	697 132
Charges payées d'avance et autres actifs courants	244 805	A	(8 840)	(3)	235 962
Impôt sur les bénéfices	24 650	I	14 599	628	39 877
Total des actifs courants avant les fonds détenus pour des clients	2 587 648		(72 333)	(1 847)	2 513 468
Fonds détenus pour des clients	202 407		-	-	202 407
Total des actifs courants	2 790 055		(72 333)	(1 847)	2 715 875
Immobilisations corporelles	500 995	A, B, F	(19 169)	(346)	481 480
Coûts liés à des contrats	167 742	A	948	(40)	168 650
Immobilisations incorporelles	858 892	C	(68 620)	(2 493)	787 779
Autres actifs non courants	96 351	A	(1 667)	(59)	94 625
Actifs d'impôt différé	219 590	I	126 571	2 528	348 689
Goodwill	5 819 817		265 324	7 993	6 093 134
	10 453 442		231 054	5 736	10 690 232
<b>Passif</b>					
Passifs courants					
Fournisseurs et autres créditeurs	1 156 737	A, H	124 680	4 614	1 286 031
Rémunération à payer	539 779	D	(16 695)	(520)	522 564
Revenus différés	443 596	A	90 792	1 514	535 902
Impôt sur les bénéfices	177 030	I	(58)	(10)	176 962
Provisions	160 625	E, F, J	86 938	3 124	250 687
Tranche courante de la dette à long terme	52 347		-	-	52 347
Total des passifs courants avant les obligations liées aux fonds des clients	2 530 114		285 657	8 722	2 824 493
Obligations liées aux fonds des clients	197 986		-	-	197 986
Total des passifs courants	2 728 100		285 657	8 722	3 022 479
Provisions non courantes	216 507	E, F	(86 570)	(3 799)	126 138
Tranche non courante de la dette à long terme	3 196 061		-	-	3 196 061
Autres passifs non courants	601 232	A, D, G, H	54 439	1 450	657 121
Passifs d'impôt différé	171 130	I	(22 472)	(1 206)	147 452
Obligations au titre des prestations de retraite	118 078		-	-	118 078
	7 031 108		231 054	5 167	7 267 329
<b>Capitaux propres</b>					
Bénéfices non distribués	1 113 225		-	-	1 113 225
Cumul des autres éléments du résultat global	(275)		-	569	294
Capital-actions	2 201 694		-	-	2 201 694
Surplus d'apport	107 690		-	-	107 690
	3 422 334		-	569	3 422 903
	10 453 442		231 054	5 736	10 690 232

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 25. Investissements dans les filiales (suite)

### TRANSACTIONS RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2012 (SUITE)

#### a) Modifications à la répartition du prix d'acquisition (suite)

### INCIDENCE SUR LE BILAN CONSOLIDÉ AU 30 SEPTEMBRE 2012 (SUITE)

#### A. Comptabilisation des contrats

La Société a obtenu des renseignements supplémentaires, a révisé les estimations relatives aux contrats avec des clients et a procédé à des reclassements. Par conséquent, les créances clients, les travaux en cours, les charges payées d'avance et autres actifs courants, les immobilisations corporelles et les autres actifs non courants ont respectivement diminué de 32 273 000 \$, 13 663 000 \$, 8 840 000 \$, 8 947 000 \$ et 1 667 000 \$, alors que les coûts liés à des contrats, les fournisseurs et autres créditeurs ainsi que les revenus différés non courants, les pertes estimatives sur des contrats générateurs de revenus et autres comptabilisés dans les autres passifs non courants ont augmenté respectivement de 948 000 \$, 4 482 000 \$, 29 638 000 \$, 142 173 000 \$ et 8 514 000 \$.

De plus, certains reclassements ont été effectués à des fins de présentation. Par conséquent, les fournisseurs et autres créditeurs et les revenus différés courants ont augmenté respectivement de 114 253 000 \$ et 90 792 000 \$, alors que les travaux en cours, les revenus différés non courants et les pertes estimatives sur des contrats générateurs de revenus comptabilisés dans les autres passifs non courants ont diminué respectivement de 32 156 000 \$, 131 751 000 \$ et 105 450 000 \$.

#### B. Immeubles

La Société a raffiné ses hypothèses liées à la juste valeur des immeubles acquis. Par conséquent, les immobilisations corporelles ont diminué de 2 377 000 \$.

#### C. Immobilisations incorporelles

La Société a raffiné ses hypothèses liées aux flux de trésorerie. Par conséquent, les logiciels pour utilisation interne ont augmenté de 5 918 000 \$ alors que les solutions d'affaires et les relations clients ont diminué respectivement de 3 966 000 \$ et de 70 572 000 \$.

#### D. Rémunération à payer

La Société a ajusté la provision au titre de la rémunération à payer. Par conséquent, la rémunération à payer a diminué de 16 695 000 \$ alors que les autres éléments dans les passifs non courants ont augmenté de 5 488 000 \$.

#### E. Litiges et réclamations

La Société a obtenu des renseignements supplémentaires, révisé les estimations et réglé des réclamations liées à la sécurité sociale et à un litige contractuel visant la Société à l'égard desquelles les deux parties se sont entendues. Par conséquent, les provisions courantes et non courantes pour litiges ont diminué de respectivement 708 000 \$ et 18 144 000 \$.

De plus, la Société a procédé au reclassement de certains éléments des provisions non courantes aux provisions courantes, pour un montant de 86 884 000 \$.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 25. Investissements dans les filiales (suite)

### TRANSACTIONS RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2012 (SUITE)

#### a) Modifications à la répartition du prix d'acquisition (suite)

### INCIDENCE SUR LE BILAN CONSOLIDÉ AU 30 SEPTEMBRE 2012 (SUITE)

#### F. Provisions au titre de contrats de location

La Société a raffiné ses hypothèses relatives au taux d'actualisation, aux flux de trésorerie tirés de la sous-location et aux coûts de restauration des lieux à la fin de la période de location. Par conséquent, les contrats de location déficitaires inclus dans les provisions courantes ont diminué de 3 704 000 \$, tandis que les passifs relatifs aux contrats de location déficitaires et au démantèlement inclus dans les provisions non courantes et les passifs relatifs au démantèlement inclus dans les provisions courantes ont augmenté respectivement de 9 681 000 \$, de 13 777 000 \$ et de 1 405 000 \$. Quant aux améliorations locatives incluses dans les immobilisations corporelles, elles ont diminué de 7 845 000 \$.

#### G. Juste valeur des contrats avec des clients

La Société a raffiné ses hypothèses relatives au taux d'actualisation ainsi qu'au montant et au moment prévus des flux de trésorerie liés aux contrats avec les clients. Par conséquent, les revenus différés non courants inclus dans les autres passifs non courants ont augmenté de 67 507 000 \$.

#### H. Juste valeur des contrats de location

La Société a raffiné ses hypothèses relatives au taux d'actualisation et aux tarifs de location en vigueur au moment de l'acquisition des contrats de location. Par conséquent, les loyers différés inclus dans les fournisseurs et autres créditeurs et dans les autres passifs non courants ont augmenté de 5 945 000 \$ et de 38 320 000 \$.

#### I. Impôt sur les bénéfices

La Société a obtenu des renseignements supplémentaires sur les provisions pour impôt sur les bénéfices. Par conséquent, l'impôt sur les bénéfices à payer a diminué de 28 280 000 \$. L'incidence fiscale connexe des ajustements de la répartition du prix d'acquisition sur l'impôt sur les bénéfices à recevoir et sur les passifs d'impôt différé s'est traduite par une diminution de respectivement 7 501 000 \$ et 6 972 000 \$, alors que les actifs d'impôt différé et l'impôt sur les bénéfices à payer ont augmenté respectivement de 142 071 000 \$ et 6 122 000 \$.

De plus, des reclassements à des fins de présentation ont été effectués, soit un montant de 22 100 000 \$ reclassé de l'impôt sur les bénéfices à payer à l'impôt sur les bénéfices à recevoir et un montant de 15 500 000 \$ des actifs d'impôt différé aux passifs d'impôt différé.

#### J. Restructuration

La Société a raffiné ses hypothèses relatives aux provisions pour restructuration prises en charge dans le cadre de l'acquisition. Par conséquent, les coûts de restructuration prévus, compris dans les provisions courantes et non courantes, ont respectivement augmenté de 3 061 000 \$ et diminué de 5 000 000 \$.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 25. Investissements dans les filiales (suite)

### TRANSACTIONS RÉALISÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2012 (SUITE)

#### b) Frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration

Dans le cadre de l'acquisition de Logica, la Société a comptabilisé des charges de 338 439 000 \$ liées au programme d'intégration de 525 000 000 \$ annoncé au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2013. Ces charges comprennent un montant de 249 799 000 \$ (note 12) au titre des coûts d'intégration pour des mises à pied effectuées afin d'aligner les activités de Logica sur le modèle opérationnel de la Société, de 31 899 000 \$ (note 12) au titre des coûts liés à des contrats de location déficitaires et de 56 741 000 \$ au titre des autres coûts d'intégration. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2012, les coûts d'intégration de 109 714 000 \$ comprenaient un montant de 101 475 000 \$ (note 12) au titre des coûts d'intégration pour des mises à pied effectuées afin d'aligner les activités de Logica sur le modèle opérationnel de la Société et un montant de 8 239 000 \$ au titre des autres coûts d'intégration.

Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2013, la Société a payé un montant totalisant 306 433 000 \$ (8 239 000 \$ au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2012) lié au programme d'intégration et 37 937 000 \$ (5 384 000 \$ au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2012) lié au programme de restructuration de Logica annoncé avant l'acquisition, le 14 décembre 2011. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2013, les coûts d'intégration hors trésorerie de 7 151 000 \$ (néant au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2012) comprenaient une charge d'amortissement de 8 672 000 \$ (note 23) et un gain de réduction de 1 521 000 \$ (note 16).

De plus, au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2012, la Société a comptabilisé des frais connexes à l'acquisition de 36 403 000 \$ et des charges financières de 108 856 000 \$. Les frais connexes à l'acquisition comprennent principalement des honoraires professionnels versés relativement à l'acquisition et des options d'achat de devises, d'un montant de 7 146 000 \$ afin de se conformer à la disposition sur la certitude de fonds selon le *City Code on Takeovers and Mergers* du Royaume-Uni. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2013, la Société a payé des frais connexes à l'acquisition de 27 203 000 \$ (118 056 000 \$ au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2012).

#### c) Cessions

Il n'y a eu aucune cession importante au cours de l'exercice 2012.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 26. Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie

a) La variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement s'établit comme suit pour les exercices clos les 30 septembre :

	2013	2012
	\$	\$
Créances clients	280 146	(61 373)
Travaux en cours	(169 035)	(15 815)
Charges payées d'avance et autres actifs courants	14 757	(10 020)
Fournisseurs et autres créditeurs	(231 169)	62 697
Rémunération à payer	164 166	89 836
Provisions	(67 055)	85 715
Revenus différés	(163 941)	46 727
Autres passifs non courants	(106 253)	(536)
Impôt sur les bénéfices	(3 172)	(21 273)
	(281 556)	175 958

b) Les activités opérationnelles, d'investissement et de financement hors trésorerie liées aux activités s'établissent comme suit pour les exercices clos les 30 septembre :

	2013	2012
	\$	\$
Activités opérationnelles		
Créances clients	(412)	(284)
Charges payées d'avance et autres actifs courants	(4 180)	(11 105)
	(4 592)	(11 389)
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(12 909)	(32 207)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(4 948)	(15 359)
Acquisitions d'autres actifs non courants	(1 852)	(7 426)
	(19 709)	(54 992)
Activités de financement		
Augmentation des obligations en vertu de contrats de location-financement	11 745	29 753
Augmentation des obligations	12 144	36 344
Émission d'actions	412	284
	24 301	66 381

c) Les intérêts et l'impôt sur les bénéfices payés sont classés dans les activités opérationnelles et s'établissent comme suit pour les exercices clos les 30 septembre :

	2013	2012
	\$	\$
Intérêts payés	104 981	34 573
Intérêts reçus	3 550	3 415
Impôt sur les bénéfices payé	131 552	144 010



# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 27. Information sectorielle

Au cours de l'exercice précédent, la direction examinait régulièrement les résultats opérationnels de la Société selon cinq secteurs opérationnels, à savoir États-Unis, Canada, Services d'infrastructure, Europe et Asie-Pacifique, et Logica. Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2012, en raison de modifications apportées à la structure de présentation de l'information de gestion au cours de l'exercice considéré, la Société est maintenant gérée selon sept secteurs opérationnels établis d'après le modèle de prestation de services par emplacement géographique, à savoir É.-U.; NSEAS; Canada; France (y compris le Luxembourg et le Maroc); R.-U.; CEE (y compris les Pays-Bas, l'Allemagne et la Belgique); et Asie-Pacifique (y compris l'Australie, l'Inde, les Philippines et le Moyen-Orient).

Le tableau ci-après présente de l'information sur les activités de la Société en fonction de sa structure de gestion en vigueur au 1<sup>er</sup> octobre 2012. La Société a révisé sur une base rétrospective l'information sectorielle des périodes comparatives afin de se conformer à la nouvelle structure d'information sectorielle.

Exercice clos le 30 septembre 2013								
	É.-U.	NSEAS	Canada	France	R.-U.	CEE	Asie-Pacifique	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus sectoriels	2 512 530	2 010 693	1 685 723	1 273 604	1 158 520	1 003 950	439 604	10 084 624
Bénéfice avant les frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration, les charges financières, les revenus financiers et la charge d'impôt sur les bénéfices <sup>1</sup>	283 690	139 418	320 306	109 760	102 820	67 341	52 295	1 075 630
Frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration								(338 439)
Charges financières								(113 931)
Revenus financiers								4 362
<b>Bénéfice avant impôt sur les bénéfices</b>								<b>627 622</b>

<sup>1</sup> Pour l'exercice clos le 30 septembre 2013, l'amortissement total de 426 086 000 \$ inclus dans les secteurs opérationnels É.-U., NSEAS, Canada, France, R.-U., CEE et Asie-Pacifique était de respectivement 103 520 000 \$, 78 095 000 \$, 99 899 000 \$, 30 855 000 \$, 52 417 000 \$, 34 899 000 \$ et 26 401 000 \$.

Exercice clos le 30 septembre 2012								
	É.-U.	NSEAS	Canada	France	R.-U.	CEE	Asie-Pacifique	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Revenus sectoriels	2 120 382	216 366	1 737 529	157 328	171 548	191 596	177 705	4 772 454
Bénéfice avant les frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration, les charges financières, les revenus financiers et la charge d'impôt sur les bénéfices <sup>1</sup>	233 764	(9 370)	302 552	(9 168)	(2 297)	(834)	32 082	546 729
Frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration								(254 973)
Charges financières								(42 099)
Revenus financiers								5 318
Autres revenus								3 955
Quote-part du bénéfice net de la coentreprise								3 996
<b>Bénéfice avant impôt sur les bénéfices</b>								<b>262 926</b>

<sup>1</sup> Pour l'exercice clos le 30 septembre 2012, l'amortissement total de 230 148 000 \$ inclus dans les secteurs opérationnels É.-U., NSEAS, Canada, France, R.-U., CEE et Asie-Pacifique était de respectivement 90 752 000 \$, 8 606 000 \$, 104 624 000 \$, 4 372 000 \$, 9 414 000 \$, 5 398 000 \$ et 6 982 000 \$.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 27. Information sectorielle (suite)

Les méthodes comptables de chaque secteur opérationnel sont identiques à celles décrites à la rubrique sommaire des principales méthodes comptables (note 3). Les revenus intersectoriels sont évalués de la même manière que si ces revenus provenaient de tiers.

### INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

Le tableau suivant fournit des renseignements sur les immobilisations corporelles, les coûts liés à des contrats et les immobilisations incorporelles selon leur emplacement géographique :

	Au 30 septembre 2013	Au 30 septembre 2012 (révisé)
	\$	\$
États-Unis	288 307	298 967
Canada	289 248	292 990
Royaume-Uni	210 089	243 998
France	125 056	130 225
Suède	96 608	103 581
Finlande	66 408	76 550
Allemagne	55 786	63 166
Pays-Bas	50 016	52 483
Reste du monde	142 262	175 949
	1 323 780	1 437 909

Le tableau suivant présente les revenus en fonction des services selon l'emplacement géographique du client :

	2013	2012
	\$	\$
États-Unis	2 650 540	2 240 644
Canada	1 670 190	1 721 491
Royaume-Uni	1 271 405	205 247
France	1 257 473	153 879
Suède	909 977	59 822
Finlande	571 682	56 437
Pays-Bas	507 638	62 135
Allemagne	353 967	97 134
Reste du monde	891 752	175 665
	10 084 624	4 772 454

### INFORMATION RELATIVE AUX SERVICES

Le tableau suivant présente les revenus en fonction des services fournis par la Société :

	2013	2012
	\$	\$
Impartition		
Technologies de l'information	4 474 203	2 216 942
Gestion des processus d'affaires	1 143 069	838 879
Intégration de systèmes et services-conseils	4 467 352	1 716 633
	10 084 624	4 772 454

### RENSEIGNEMENTS SUR LES PRINCIPAUX CLIENTS

Les contrats conclus avec le gouvernement fédéral américain et ses diverses agences représentaient 1 392 286 000 \$ (13,8 %) des revenus inclus dans le secteur États-Unis pour l'exercice clos le 30 septembre 2013 (1 336 941 000 \$ (28,0 %) pour l'exercice clos le 30 septembre 2012).

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 28. Transactions avec les parties liées

### a) Transactions avec des filiales

Les soldes et les transactions entre la Société et ses filiales, qui sont des parties liées de la Société, ont été éliminés au moment de la consolidation. La Société détient la totalité des titres de participation de ses principales filiales.

Les principales filiales de la Société sont les suivantes :

Nom de la filiale	Pays de constitution en société
Conseillers en Gestion et Informatique CGI Inc.	Canada
CGI Information Systems and Management Consultants Inc.	Canada
CGI Technologies and Solutions Inc.	États-Unis
Stanley Associates, Inc.	États-Unis
CGI Federal Inc.	États-Unis
Oberon Associates, Inc.	États-Unis
CGI Information Systems and Management Consultants Private Limited	Inde
Logica Private Limited	Inde
CGI France SAS	France
CGI Business Consulting France SAS	France
CGI Nederland BV	Pays-Bas
Logica Deutschland GmbH & Co KG	Allemagne
CGI TI Portugal SA	Portugal
CGI Danmark A/S	Danemark
CGI Norge AS	Norvège
CGI Technologies and Solutions Australia Pty Limited	Australie
CGI Suomi Oy	Finlande
CGI Sverige AB	Suède
CGI Sverige Infrastructure Management Abv	Suède
CGI Information Systems and Management Consultants (UK) Limited	Royaume-Uni
CGI IT UK Limited	Royaume-Uni

### b) Rémunération des dirigeants clés

La rémunération des dirigeants clés, soit les membres du conseil d'administration et le vice-président exécutif et chef de la direction financière, était comme suit :

	2013	2012
	\$	\$
Avantages du personnel à court terme	12 940	3 909
Paiements fondés sur des actions	13 715	5 732

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 29. Engagements, éventualités et garanties

### a) Engagements

Au 30 septembre 2013, les engagements de la Société, en vertu de contrats de location simple venant à échéance à diverses dates jusqu'en 2027 et visant principalement la location de locaux et de matériel informatique utilisé dans des contrats d'impartition, totalisaient environ 1 652 449 000 \$. Les paiements minimaux futurs exigibles au titre de la location en vertu de contrats de location simple non résiliables sont dus comme suit :

	\$
Moins de un an	376 539
D'un an à deux ans	300 867
De deux ans à cinq ans	627 123
Plus de cinq ans	347 920

La majorité des contrats de location sont renouvelables à l'échéance de la période de location aux taux du marché. Les coûts de location, déduction faite des revenus de sous-location de 25 851 000 \$ (8 014 000 \$ en 2012), passés en charges au cours de l'exercice ont été de 326 140 000 \$ (136 938 000 \$ en 2012). Au 30 septembre 2013, le total des paiements minimaux futurs au titre de la sous-location que la Société s'attend à recevoir dans le cadre de contrats de sous-location non résiliables était de 110 823 000 \$ (114 458 000 \$ au 30 septembre 2012).

La Société a conclu des ententes de service à long terme et d'autres ententes représentant un engagement total de 63 856 000 \$. Les paiements minimaux exigibles en vertu de ces ententes sont dus comme suit :

	\$
Moins de un an	30 867
D'un an à deux ans	23 976
De deux ans à cinq ans	9 013
Plus de cinq ans	-

### b) Éventualités

De temps à autre, la Société fait l'objet d'un certain nombre de poursuites, de vérifications, de règlements et de litiges, liés essentiellement à des risques fiscaux, à des litiges contractuels et à des réclamations d'employés, dans le cours normal de ses activités. Certaines de ces questions pourraient entraîner des coûts importants qui demeureront incertains jusqu'à ce qu'un ou plusieurs événements se réalisent ou non. Même si l'issue est difficile à prédire avec certitude, la Société n'a aucune raison de croire que le règlement d'une de ces questions pourrait avoir une incidence importante sur la situation financière de la Société, sur les résultats des activités ou sur son aptitude à poursuivre l'une ou l'autre de ses activités commerciales. Les réclamations dont l'issue sera probablement défavorable sont comptabilisées dans les provisions (note 12).

De plus, la Société s'est engagée à fournir des services dans le cadre de contrats avec le gouvernement des États-Unis. Ces contrats sont soumis à des exigences juridiques et réglementaires étendues, et, de temps à autre, des agences du gouvernement américain enquêtent afin de s'assurer que la Société gère ses activités conformément à ces exigences. Généralement, le gouvernement peut modifier la portée de ces contrats ou y mettre fin à sa convenance. L'annulation ou la réduction de la portée d'un grand projet avec le gouvernement pourrait avoir des répercussions négatives importantes sur les résultats des activités et sur la situation financière de la Société.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 29. Engagements, éventualités et garanties (suite)

### c) Garanties

#### **Vente d'actifs et cession d'entreprises**

Dans le cadre de la vente d'actifs et de la cession d'entreprises, la Société pourrait devoir dédommager des contreparties par suite de violations de déclarations ou de garanties, d'atteinte aux droits de propriété intellectuelle ou de poursuites intentées contre des contreparties. Bien que certaines ententes précisent une limite de responsabilité globale d'environ 9 742 000 \$, d'autres ne stipulent aucun plafond ni durée limitée. Il est impossible de faire une évaluation raisonnable du montant maximal qui pourrait être versé en vertu de telles garanties. Le versement de ces montants dépend de la réalisation éventuelle d'événements dont la nature et la probabilité ne peuvent pas être déterminées à ce moment-ci. Au 30 septembre 2013, aucun montant n'avait été comptabilisé dans les bilans consolidés pour ces engagements d'indemnisation. La Société estime que l'obligation qui pourrait être engagée en relation avec ces garanties n'aurait pas un effet important sur ses états financiers consolidés.

#### **Autres transactions**

Dans le cours normal de ses activités, la Société peut fournir à certains clients, principalement à des entités gouvernementales, des cautionnements de soumission et des garanties de bonne exécution. En règle générale, la Société ne serait responsable des cautionnements de soumission que si elle refusait d'effectuer le travail une fois l'offre de soumission attribuée. La Société serait également responsable des garanties de bonne exécution en cas de défaut de l'exécution de ses engagements. Au 30 septembre 2013, la Société avait engagé un montant total de 53 926 000 \$ dans ces types de cautionnement. À sa connaissance, la Société se conforme à toutes ces garanties, et ce, pour tous les contrats de service pour lesquels il existe de telles garanties, et l'obligation totale, le cas échéant, qui pourrait être assumée en relation avec ces garanties n'aurait pas un effet important sur les résultats consolidés de la Société ni sur sa situation financière.

De plus, la Société a fourni une garantie de 5 900 000 \$ sur la valeur résiduelle d'une propriété louée, comptabilisée en tant que contrat de location simple, à l'échéance du contrat de location. La Société détient également des lettres de crédit totalisant 83 830 000 \$ en plus des lettres de crédit couvertes par la facilité de crédit renouvelable non garantie (note 13). Ces garanties sont nécessaires dans certains des contrats de la Société avec les clients.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 30. Instruments financiers

### JUSTE VALEUR

Aux 30 septembre 2013 et 2012, la juste valeur estimée des créances clients, de la trésorerie incluse dans les fonds détenus pour des clients, des fournisseurs et autres créditeurs, de la rémunération à payer, des obligations à long terme et des obligations liées aux fonds des clients se rapprochait de leur valeur comptable respective.

La juste valeur des billets de premier rang non garantis en devise américaine, de la facilité de crédit renouvelable non garantie et de la facilité d'emprunt à terme renouvelable non garantie, évaluée en actualisant les flux de trésorerie attendus aux taux actuellement offerts à la Société pour des dettes ayant les mêmes échéances et conditions, était respectivement de 510 667 000 \$, 254 162 000 \$ et 1 984 773 000 \$ au 30 septembre 2013 (respectivement 521 971 000 \$, 685 951 000 \$ et 1 951 279 000 \$ au 30 septembre 2012) par rapport à leur valeur comptable de respectivement 475 787 000 \$, 254 818 000 \$ et 1 974 490 000 \$ (respectivement 467 610 000 \$, 691 960 000 \$ et 1 933 948 000 \$ au 30 septembre 2012) (note 13).

Le tableau suivant résume la juste valeur des instruments de couverture en cours :

	Comptabilisé à titre de	Au 30 septembre 2013 \$	Au 30 septembre 2012 \$
<b>Couvertures des investissements nets dans des établissements à l'étranger</b>			
Dettes de 552 000 \$ US désignée comme instrument de couverture de l'investissement net de la Société dans ses établissements aux États-Unis (818 000 \$ US au 30 septembre 2012)	Dettes à long terme	567 732	804 667
Dettes de 85 000 € désignée comme instrument de couverture de l'investissement net de la Société dans ses établissements en Europe (45 000 € au 30 septembre 2012)	Dettes à long terme	118 320	56 907
Swaps de devises de 1 153 700 \$ en euros désignés comme instrument de couverture de l'investissement net de la Société dans ses établissements en Europe (1 153 700 \$ au 30 septembre 2012)	Autres passifs non courants	137 795	23 876
<b>Couvertures de flux de trésorerie liées aux revenus futurs</b>			
Contrats de change à terme de 56 800 \$ US pour couvrir la variabilité du taux de change prévu entre le dollar américain et le dollar canadien (32 100 \$ US au 30 septembre 2012)	Autres actifs courants	1 078	6 514
	Autres actifs non courants	300	1 024
Contrats de change à terme de 94 436 \$ US pour couvrir la variabilité du taux de change prévu entre le dollar américain et la roupie indienne (51 944 \$ US au 30 septembre 2012)	Autres créditeurs	3 707	1 678
	Autres passifs non courants	4 079	2 697
Contrats de change à terme de 142 528 \$ pour couvrir la variabilité du taux de change prévu entre le dollar canadien et la roupie indienne (53 145 \$ au 30 septembre 2012)	Autres actifs courants	267	-
	Autres actifs non courants	838	-
	Autres créditeurs	2 605	6 533
	Autres passifs non courants	1 549	2 073

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 30. Instruments financiers (suite)

### JUSTE VALEUR (SUITE)

	Comptabilisé à titre de	Au 30 septembre 2013 \$	Au 30 septembre 2012 \$
<b>Couvertures de flux de trésorerie liées aux revenus futurs (suite)</b>			
Contrats de change à terme de 31 000 € pour couvrir la variabilité du taux de change prévu entre l'euro et la couronne suédoise (néant au 30 septembre 2012)	Autres créditeurs Autres passifs non courants	11 52	- -
Contrats de change à terme de 17 000 € pour couvrir la variabilité du taux de change prévu entre l'euro et le dirham marocain (néant au 30 septembre 2012)	Autres actifs non courants Autres créditeurs Autres passifs non courants	26 149 54	- - -
<b>Couvertures de flux de trésorerie sur une facilité d'emprunt à terme renouvelable non garantie</b>			
Swaps de taux d'intérêt variable contre taux fixe de 1 234 400 \$ (1 234 400 \$ au 30 septembre 2012)	Autres actifs non courants Autres créditeurs Autres passifs non courants	1 354 412 537	- - 4 202
<b>Couvertures de juste valeur liées aux billets de premier rang non garantis en devise américaine</b>			
Swaps de taux d'intérêt fixe contre taux variable de 250 000 \$ US (125 000 \$ au 30 septembre 2012)	Autres actifs non courants Autres passifs non courants	- 13 044	1 074 -
<b>Dérivés non désignés comme couvertures</b>			
Contrats de change à terme de néant pour couvrir l'exposition nette de certains actifs et passifs non libellés en monnaies fonctionnelles (37 288 £ au 30 septembre 2012)	Autres créditeurs	-	2 182

Les techniques d'évaluation utilisées pour évaluer les instruments financiers sont les suivantes :

- la juste valeur des contrats de change à terme est établie au moyen des taux de change à terme à la fin de l'exercice;
- la juste valeur des swaps de devises et des swaps de taux d'intérêt est établie d'après les données du marché (principalement les courbes de taux d'intérêt, des taux de change et des taux d'intérêt) pour calculer la valeur actualisée de tous les flux estimés.

La Société estime qu'une tranche d'environ 5 733 000 \$ des pertes nettes non réalisées cumulées sur l'ensemble des instruments financiers dérivés qui ont été désignés comme couvertures de flux de trésorerie au 30 septembre 2013 sera reclassée dans les états consolidés du résultat au cours des 12 prochains mois.

Les relations de couverture de la Société ont été efficaces au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2013.

### RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché englobe plusieurs catégories de risques. La variation des facteurs de risque, tels que le risque de taux d'intérêt et le risque de change, a une incidence sur la juste valeur des actifs et passifs financiers.

#### Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt sur une tranche de sa dette à long terme (note 13) et détient des swaps de taux d'intérêt pour atténuer ce risque sur la facilité d'emprunt à terme renouvelable non garantie à taux variable. En vertu du swap de taux d'intérêt, la Société obtient un taux d'intérêt variable, mais rembourse un taux d'intérêt fixe sur le montant notionnel.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 30. Instruments financiers (suite)

### RISQUE DE MARCHÉ (SUITE)

#### Risque de taux d'intérêt (suite)

La Société a également des swaps de taux d'intérêt selon lesquels elle touche des intérêts à taux fixe et verse des intérêts à taux variable sur le montant notionnel de ses billets de premier rang non garantis en devise américaine. Ces swaps servent à couvrir le risque de variation de la juste valeur de la dette.

La Société analyse régulièrement son exposition au risque de taux d'intérêt en utilisant divers scénarios afin de simuler le refinancement ou le renouvellement de positions existantes. D'après ces scénarios, une variation de 1 % du taux d'intérêt n'aurait pas eu une incidence importante sur le bénéfice net et le résultat global.

#### Risque de change

La Société exerce ses activités à l'échelle internationale et est soumise aux risques liés à la fluctuation des taux de change. La Société réduit ce risque principalement grâce à la dette libellée en devises et à l'utilisation de dérivés. La Société a recours à des contrats de change à terme pour couvrir des flux de trésorerie attendus ou des flux de trésorerie contractuels dans d'autres devises que la devise fonctionnelle de ses filiales. La Société a conclu des contrats de change à terme pour couvrir la variabilité des divers taux de change relativement aux revenus futurs en dollars américains, en dollars canadiens et en euros.

La Société couvre une partie de la conversion en dollars canadiens de ses investissements nets dans ses établissements aux États-Unis et en Europe grâce à sa facilité de crédit renouvelable non garantie et à des billets de premier rang non garantis en devise américaine. La Société couvre également une partie de la conversion de ses investissements nets dans ses établissements en Europe avec des swaps de devises fixe-fixe et variable-variable. Ces swaps convertissent les paiements d'intérêts fixes et variables en dollars canadiens en paiements d'intérêts fixes et variables en euros liés au montant notionnel. Les relations de couverture sont désignées et documentées à leur mise en place, et leur efficacité fait l'objet d'appréciations trimestrielles au cours de l'exercice.

De plus, pour atténuer le risque de change découlant des transactions libellées en devises, autres que la monnaie fonctionnelle de la Société, des actifs et passifs financiers non libellés dans les monnaies fonctionnelles sont couverts économiquement au moyen de contrats de change à terme. De plus, au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2013, la Société a conclu un swap de devises et de taux d'intérêt visant l'échange de dollars canadiens en dollars américains liés à une partie de la facilité d'emprunt à terme renouvelable non garantie. La Société n'a appliqué la comptabilité de couverture à aucun de ces contrats. Au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2013, un gain de juste valeur sur le swap de devises et de taux d'intérêt de 21 325 000 \$ a contrebalancé une perte de change sur la facilité d'emprunt à terme renouvelable non garantie de 21 600 000 \$. Une perte de juste valeur de 6 992 000 \$ sur les contrats de change à terme a également contrebalancé un gain de change.

Les gains et pertes sur les couvertures économiques et les instruments couverts ont été comptabilisés comme gains de change dans les états consolidés du résultat. Au 30 septembre 2013, ces contrats avaient été résiliés.

La Société est soumise principalement aux risques liés à la fluctuation de la couronne suédoise, du dollar américain, de l'euro et de la livre sterling. Le tableau qui suit présente la sensibilité du bénéfice net et du résultat global de la Société à une appréciation de 10 % de la couronne suédoise, du dollar américain, de l'euro et de la livre sterling par rapport au dollar canadien. L'analyse de sensibilité sur le bénéfice net présente l'incidence des instruments financiers libellés en devises et tient compte d'un ajustement de conversion, à la fin de la période, en fonction d'une appréciation de 10 % des taux de change. L'analyse de sensibilité sur les autres éléments du résultat global présente l'incidence d'une appréciation de 10 % des taux de change sur la juste valeur des contrats de change à terme désignés comme couvertures de flux de trésorerie et sur les couvertures des investissements nets.



# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 30. Instruments financiers (suite)

### RISQUE DE MARCHÉ (SUITE)

#### Risque de change (suite)

	2013				2012			
	Incidence de la couronne suédoise	Incidence du dollar américain	Incidence de l'euro	Incidence de la livre sterling	Incidence de la couronne suédoise	Incidence du dollar américain	Incidence de l'euro	Incidence de la livre sterling
Augmentation du bénéfice net	11 548	4 201	5 921	55	4 041	5 067	5 362	5 241
Diminution des autres éléments du résultat global	-	(71 751)	(150 066)	-	-	(87 564)	(126 356)	-

### RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité s'entend du risque que la Société ne soit pas en mesure d'acquitter ses passifs financiers à leur échéance ou ne puisse le faire qu'à des coûts excessifs. La Société finance ses activités en combinant les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, en faisant des prélèvements sur ses facilités de crédit ainsi qu'en émettant des titres de créance et des actions. L'un des objectifs principaux de la direction est de maintenir un niveau optimal de liquidité grâce à une gestion active des actifs, des passifs et des flux de trésorerie.

Le tableau suivant présente la valeur comptable et les échéances contractuelles des portions du capital et des intérêts des principaux passifs financiers. Tous les montants libellés en devises aux termes d'un contrat sont présentés sous la forme de montants équivalents en dollars canadiens selon le taux de change au comptant de la fin de la période.

Au 30 septembre 2013	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Moins d'un an	De un an à deux ans	De deux ans à cinq ans	Plus de cinq ans
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Passifs financiers non dérivés</b>						
Fournisseurs et autres créditeurs	1 125 916	1 125 916	1 125 916	-	-	-
Rémunération à payer	713 933	713 933	713 933	-	-	-
Billets de premier rang non garantis en devise américaine	475 787	643 324	22 308	22 308	149 547	449 161
Facilité de crédit renouvelable non garantie	254 818	273 935	6 000	6 000	261 935	-
Facilité d'emprunt à terme renouvelable non garantie	1 974 490	2 105 910	544 955	536 547	1 024 408	-
Obligations remboursables en versements mensuels de capital et intérêts	79 446	84 392	21 940	24 861	37 449	142
Autre dette à long terme	14 081	14 081	5 023	1 129	2 972	4 957
Obligations liées aux fonds des clients	220 279	220 279	220 279	-	-	-
<b>Passifs financiers dérivés</b>						
Couvertures de flux de trésorerie liées aux revenus futurs	9 697					
Sorties de fonds		13 523	6 740	4 679	2 104	-
(Entrées de fonds)		(2 746)	(1 367)	(631)	(748)	-
Swaps de devises	137 795					
Sorties de fonds		1 356 654	25 153	231 178	1 100 323	-
(Entrées de fonds)		(1 248 720)	(37 835)	(220 777)	(990 108)	-
Swaps de taux d'intérêt	12 639					
Sorties de fonds		1 596 637	474 184	318 714	515 635	288 104
(Entrées de fonds)		(1 625 755)	(475 879)	(321 066)	(526 778)	(302 032)
	5 018 881	5 271 363	2 651 350	602 942	1 576 739	440 332

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 30. Instruments financiers (suite)

### RISQUE DE LIQUIDITÉ (SUITE)

Au 30 septembre 2012	Valeur comptable (note 25a)	Flux de trésorerie contractuels (note 25a)	Moins d'un an (note 25a)	De un an à deux ans	De deux ans à cinq ans	Plus de cinq ans
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Passifs financiers non dérivés</b>						
Fournisseurs et autres créditeurs	1 286 031	1 286 031	1 286 031	-	-	-
Rémunération à payer	522 564	522 564	522 564	-	-	-
Billets de premier rang non garantis en devise américaine	467 610	635 519	21 299	21 299	145 980	446 941
Facilité de crédit renouvelable non garantie	691 960	762 215	16 783	16 783	728 649	-
Facilité d'emprunt à terme renouvelable non garantie	1 933 948	2 146 967	67 870	547 177	1 531 920	-
Obligations remboursables en versements mensuels de capital et intérêts	60 812	64 330	20 166	17 653	26 444	67
Autre dette à long terme	8 954	8 954	476	8 478	-	-
Obligations liées aux fonds des clients	197 986	197 986	197 986	-	-	-
<b>Passifs financiers dérivés</b>						
Couvertures de flux de trésorerie liées aux revenus futurs	5 443					
Sorties de fonds		14 265	8 620	2 915	2 730	-
(Entrées de fonds)		(7 603)	(6 556)	(1 047)	-	-
Swaps de devises	23 876					
Sorties de fonds		1 254 517	22 612	22 612	1 209 293	-
(Entrées de fonds)		(1 288 939)	(38 519)	(38 519)	(1 211 901)	-
Swaps de taux d'intérêt	3 128					
Sorties de fonds		1 445 111	20 665	469 874	812 132	142 440
(Entrées de fonds)		(1 457 023)	(21 489)	(469 624)	(815 336)	(150 574)
Contrats de change à terme	2 182					
Sorties de fonds		406 881	406 881	-	-	-
(Entrées de fonds)		(404 741)	(404 741)	-	-	-
	5 204 494	5 587 034	2 120 648	597 601	2 429 911	438 874

Au 30 septembre 2013, la Société détenait de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements courants et non courants totalisant 126 601 000 \$ (143 095 000 \$ au 30 septembre 2012). Elle disposait également d'un montant de 1 210 630 000 \$ en vertu d'une facilité de crédit renouvelable non garantie (note 13) (786 089 000 \$ au 30 septembre 2012). Les fonds détenus pour des clients, totalisant 222 469 000 \$ (202 407 000 \$ au 30 septembre 2012), couvrent intégralement les obligations liées aux fonds des clients. Compte tenu des liquidités dont la Société dispose, en relation avec le calendrier de paiement des obligations, la direction estime que le risque de liquidité auquel la Société est exposée est faible.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 30. Instruments financiers (suite)

### RISQUE DE CRÉDIT

La Société est exposée au risque de crédit, c'est-à-dire le risque qu'un client ne puisse pas régler intégralement les montants à payer à la Société à leur échéance. Les instruments financiers qui pourraient exposer la Société à une concentration du risque de crédit sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements courants, les créances clients et les placements non courants. Le risque de crédit maximal correspond en général aux valeurs comptables de ces éléments présentées aux bilans consolidés.

Les équivalents de trésorerie comprennent principalement des placements très liquides, comme les dépôts sur le marché monétaire et les dépôts à terme, de même que les acceptations bancaires et les billets de dépôt au porteur émis par de grandes banques (note 4). La Société a déposé sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie auprès d'institutions financières de bonne réputation, et la direction juge ainsi que le risque de perte est négligeable.

La Société court un risque de crédit lié aux placements courants et non courants en raison de l'incapacité éventuelle des emprunteurs à respecter les modalités rattachées à leurs obligations. La Société atténue ce risque en investissant principalement dans des obligations d'État et de sociétés de première qualité notées A ou plus.

La Société a des créances clients provenant de clients issus de diverses industries, dont des agences gouvernementales, le secteur financier, les télécommunications, le secteur manufacturier et les services publics, qui ne sont pas concentrées dans un secteur géographique en particulier. Ces industries peuvent être touchées par des facteurs économiques pouvant avoir une incidence sur les créances clients. Toutefois, la direction ne croit pas que la Société soit assujettie à un risque de crédit important compte tenu de son bassin vaste et diversifié de clients. Dans l'ensemble, la direction ne croit pas qu'une industrie ou une région géographique en soi représente un risque de crédit important pour la Société.

Le tableau ci-dessous présente l'âge des créances clients en souffrance :

	2013	2012 (révisé – note 25)
	\$	\$
En règle	814 054	983 093
En souffrance de 1 jour à 30 jours	109 942	162 314
En souffrance de 31 à 60 jours	43 909	43 736
En souffrance de 61 à 90 jours	32 309	25 101
En souffrance depuis plus de 90 jours	21 022	28 510
	1 021 236	1 242 754
Provision pour créances douteuses	(2 246)	(3 546)
	1 018 990	1 239 208

La valeur comptable des créances clients est réduite par une provision et le montant de la perte est comptabilisé dans les états consolidés du résultat à titre de coûts des services et frais de vente et d'administration. Lorsque le solde d'une créance est considéré comme irrécouvrable, il est porté en réduction de la provision pour créances douteuses. Les recouvrements ultérieurs de montants antérieurement radiés sont portés en réduction des coûts des services et frais de vente et d'administration dans les états consolidés du résultat.

# Notes des états financiers consolidés

Pour les exercices clos les 30 septembre 2013 et 2012

(les montants des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données sur les actions)

## 31. Gestion du risque de capital

La Société est exposée à des risques d'importance variée qui pourraient avoir une incidence sur sa capacité d'atteindre ses objectifs stratégiques de croissance. Les objectifs principaux du processus de gestion des risques de la Société visent à s'assurer que les risques sont correctement identifiés et que le capital est suffisant, compte tenu des risques présents.

La Société gère son capital de manière à assurer que les ressources en capital sont adéquates tout en maximisant le rendement pour les actionnaires en optimisant l'équilibre entre la dette et les capitaux propres. Au 30 septembre 2013, le total du capital géré s'élevait à 7 048 848 000 \$ (6 814 406 000 \$ au 30 septembre 2012). Le capital géré de la Société se compose de dette à long terme, incluant la tranche courante (note 13), de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4), de placements courants, de placements non courants et des capitaux propres. La Société structure son capital en fonction de la croissance prévue des affaires et de l'évolution de l'environnement économique. Lorsque les besoins en capitaux sont spécifiés, la direction de la Société propose des transactions en capital au Comité d'audit et de gestion des risques et au conseil d'administration de la Société afin d'obtenir leur approbation. La politique de gestion du risque de capital demeure la même qu'au cours des périodes précédentes.

La Société fait un suivi du capital en révisant diverses mesures financières, incluant les suivantes :

- Dette/capitalisation
- Dette nette/capitalisation
- Dette/BAIIA

La dette représente la dette à long terme, incluant la tranche courante. La dette nette, la capitalisation et le BAIIA sont des mesures additionnelles. La dette nette représente la dette (incluant l'incidence de la juste valeur des instruments financiers dérivés) moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements courants et les placements non courants. La capitalisation est définie par les capitaux propres plus la dette. Le BAIIA est la somme du bénéfice tiré des activités poursuivies avant impôt sur les bénéfices, des charges d'intérêts sur la dette à long terme, de l'amortissement et des frais connexes à l'acquisition et coûts d'intégration. La Société croit que les résultats des ratios internes actuels correspondent aux objectifs de la direction en matière de capital.

La Société est assujettie à des clauses restrictives imposées par des tiers touchant ses billets de premier rang non garantis en devise américaine, sa facilité de crédit renouvelable non garantie et sa facilité d'emprunt à terme renouvelable non garantie. Les ratios sont les suivants :

- Un ratio de levier financier, qui est le ratio de la dette totale sur le BAIIA pour les quatre derniers trimestres<sup>1</sup>.
- Un ratio de couverture des intérêts et des loyers, qui est le ratio de BAIIL pour les quatre derniers trimestres sur le total des charges d'intérêts et des loyers et charges locatives opérationnelles pour la même période. Le BAIIL est une mesure non conforme aux PCGR et est la somme du BAIIA compte non tenu des charges locatives<sup>1</sup>.
- En ce qui concerne les billets de premier rang non garantis en devise américaine, une valeur nette minimale est exigée, selon laquelle les capitaux propres, déduction faite des écarts de conversion inclus dans le cumul des autres éléments du résultat global, ne doivent pas être inférieurs à un seuil spécifié.

Ces ratios sont calculés sur une base consolidée.

La Société se conforme aux clauses restrictives et fait un suivi continu de celles-ci. Les ratios sont aussi revus par le Comité d'audit et de gestion des risques sur une base trimestrielle. La Société n'est soumise à aucune autre exigence en matière de capital imposée par des tiers.

<sup>1</sup> Dans l'éventualité d'une acquisition, l'information financière historique disponible de la société acquise sera utilisée dans le calcul des ratios.